

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES ET
DE GESTION
(FASEG)

CONFERENCE DES INSTITUTIONS
D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE
ECONOMIQUE ET DE GESTION EN AFRIQUE
(CIEREA)



PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE
(PTCI)

Troisième Promotion
Mémoire de DEA EN SCIENCES ECONOMIQUES
Option : Economie Industrielle
(Diplôme d'Etudes Approfondies)

THEME:

**EVOLUTON DU SOLDE COURANT ET
POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL
"LE CAS DE LA MAURITANIE"**

Présenté et soutenu publiquement par :
OULD AMAR ELY

Sous la Direction de :
Monsieur ADAMA DIAW,
Maître de Conférences Agrégé.

JURY :

Président : Monsieur Moustapha KASSE,
Suffragants : Monsieur ADAMA DIAW,
Monsieur

Professeur
Maître de conférences agrégé
Maître de conférences agrégé

ANNEE ACADEMIQUE : 1997-1998

REMERCIEMENTS

Louange à Allah " le Souverain des Hommes", " Qui a enseigné par la plume" qui " a enseigné à l'Homme ce qu'il ne savait pas", qui m'a donné force et courage pour venir au bout de ce travail.

J'exprime toute ma gratitude au Doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta Diop: Le professeur Moustapha Kassé pour la sympathie et l'intérêt particulier à mon égard mais aussi pour la confiance et l'encouragement qu'il à bien voulu m'accorder en m'autorisant à s'inscrire dans ce DEA sans la moindre condition.

Je tiens à remercier tout particulièrement mon directeur de recherche Monsieur Adama DIAW, maître de conférences agrégé, pour les conseils et remarques clairvoyants et le grand intérêt qui a toujours accordé à mon travail.

Je remercie également tous mes professeurs à l'université Cheikh Anta Diop pour leur rôle certain dans ma formation.

Mes remerciements vont aussi au Docteur SIDI MAHMOUD Doyen de la faculté des sciences juridiques et économiques à l'université de Nouakchott pour ses orientations et conseils précieux. Sans toutefois oublier les cadres de la direction des statistiques au ministère du plan de la Mauritanie pour leur coopération et disponibilité; je pense ici à Mohamed Lemine ould Ahmed et Cheikh ould EL Ghaouth.

Finalement, j'adresse mes sincères et profonds remerciements à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ma formation intellectuelle et à l'épanouissement de ma personne.

Qu'ils trouvent ici ma très sincère reconnaissance.

*A mon père
qui m'a tant appris.*

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DU SOLDE COURANT	9
SECTION I: DEFINITION ET INTERPRETATION DU SOLDE COURANT.....	9
I -1. Problèmes causés par des déficits courants excessifs.....	12
I - 2. Problèmes causés par des surplus courants excessifs.....	12
SECTION II: LE TAUX DE CHANGE	14
II - 1. Définitions du taux de change réel.....	14
II -2. Rôle du taux de change au sein de l'économie.....	15
II -3. Impact du taux de change sur la balance courante.....	19
SECTION III: LE NIVEAU DU CREDIT DOMESTIQUE.....	23
III -1. Le bilan de la Banque Centrale.....	24
III -2. Le bilan de la banque centrale et l'offre de monnaie.....	25
III -3. l'approche monétaire de la balance de paiements.....	26
III -4. le crédit intérieur et la balance des opérations courantes.....	30
SECTION IV: LE DEFICIT BUDGETAIRE ET LE NIVEAU DES PRIX DOMESTIQUES 30	
IV-1. Le déficit budgétaire.....	30
IV- 2. Le niveau des prix intérieurs.....	33
SECTION V: LES TERMES D'ECHANGE ET CROISSANCE DES MARCHES DES EXPORTATIONS.....	37
V -1. Les termes de l'échange.....	37
V -2. Croissance des marchés des exportations.....	42
CONCLUSION	43
CHAPITRE II :IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LE SOLDE COURANT DE LA MAURITANIE. "UNE ETUDE EMPIRIQUE".....	45
SECTION I. ESTIMATION DU SOLDE DE LA BALANCE COURANTE MAURITANIENNE.....	45
I -1. Revue de la littérature.....	45
I -2. Les variables du modèle.....	48
SECTION II: METHODE D'ESTIMATION ET SOURCES DE DONNEES	52
II-1. La méthode d'estimation.....	52
II-2. sources et traitement de données.....	54
SECTION III. PRESENTATION DES RESULTATS	55
SECTION IV : DIFFICULTES D'EVALUATION ET CHOCS EXOGENES.....	65
IV -1. Les difficultés d'évaluation.....	65
IV -2. Les chocs exogènes.....	66
CONCLUSION	68
CONCLUSION GENERALE	69
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	73
ANNEXES	75

INTRODUCTION GENERALE

Les bonnes performances économiques qu'a connu la Mauritanie au cours des années 1960 ont été, essentiellement, le résultat des travaux d'infrastructure, d'exploitations des minerais de fer et le bon comportement du secteur rural. La flambée des prix du fer sur le marché mondial et la stabilité de la pluviométrie, (la majorité écrasante de la population dépendait du secteur rural: élevage et agriculture), ont fait que la balance commerciale a toujours été excédentaire durant cette période (

Cependant, cette situation n'a pas pu durer longtemps. Car vers la fin de la décennie des années 1960, une série de chocs extérieurs va basculer l'économie dans une ère de déséquilibres macro-économiques marquée par des déficits extérieurs persistants et une dépendance accrue de l'aide étrangère. Ces chocs ont gravement atteint l'économie mauritanienne, encore trop fragile. Tout a commencé par une sécheresse sans précédent qui a sévi sur tout le Sahel entre 1968 et 1973. L'appauvrissement du milieu rural et l'exode vers les centres urbains qui en est le résultat, ont gonflé les importations du pays en biens de consommations et surtout en produits alimentaires. Au niveau des exportations la baisse des cours de fer sur le marché mondial a amené la SNIM (Société Nationale d'Industrialisation des Mines) à réduire sa production de 30%. Ces contre-performances des exportations ajoutées à un besoin pressant d'importations de produits alimentaires expliquent les déséquilibres extérieurs apparus dès le début des années 1970.

Depuis 1970, la balance courante de la Mauritanie n'a jamais dégagé un solde positif, exception faite pour les années 1973 et 1974 au cours desquelles des fonds importants ont été injectés dans le pays, Sous forme de dons en provenance des pays du golfe et d'emprunts, suite au premier choc pétrolier (voir tableau 1).

Tableau 1: Evolution de la balance courante mauritanienne avant l'application des programmes d'ajustement structurel.

Années	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84
Exportations	105	114	129	142	210	190	206	183	156	204	270	339	306	355	330
marchandise fob	97,2	103	117	131	187	167	182	157	119	147	196	270	240	315	294
services nf	5,7	9,2	10,5	9,66	16,6	18,1	19,5	21,5	33,9	45,5	56,5	48,9	47,3	30,3	28
services f	1,9	1,6	1,5	0,95	6,61	4,96	4,35	4,28	3,14	11,4	17	20,1	18,5	9,12	8,46
Importations	112	120	148	159	220	313	416	410	373	412	493	585	648	627	527
marchandise fob	72	91,6	116	120	167	209	272	296	267	286	321	387	427	378	302
services nf	27,1	12,7	14,8	27,9	41	69,2	80,9	67,2	75,3	83,2	128	128	158	177	178
services f	13,2	15,4	18	11	12	35,1	62,9	47,7	30,2	42,8	43,8	70,7	64,1	71,4	47,6
Tr. pr. nets	-5,9	-4,9	-3,9	-15	-13	-23	-28	-23	-21	-32	-28	-17	-28	-27	-20
Tr. off. nets	8,5	9,8	13,1	45,1	69,4	81,9	153	128	159	143	118	117	93,8	86	107
Solde courant.	-4,9	-1,2	-9,9	14,3	47,3	-63	-86	-122	-78	-97	-133	-147	-277	-213	-111
% de marchandise	77,9	83,3	83,9	83,5	82,3	74,7	73,0	76,3	73,0	70,3	67,9	71,1	69,9	70,7	69,5

source: statistiques financières internationales

La récession économique, amorcée au début des années 1970, a été aggravée par l'engagement de la Mauritanie dans la guerre du Sahara occidental (1975-1978) et ce en dépit d'un afflux important de capitaux étrangers sous forme de dons, de prêts et de subventions, durant la période 1974-1978.

L'effet conjugué de tous ces éléments a conduit l'économie mauritanienne à une crise financière en 1977. Crise qui s'est manifestée, notamment, à travers les arriérés de paiements des salaires et une diminution des réserves en devises.

Le nouveau régime installé en 1978 a immédiatement adopté un programme de stabilisation à moyen terme dont les grandes lignes s'articulent au tour d'une diminution des dépenses publiques, amélioration du système de collecte fiscale et une révision du calendrier de la dette. En effet, d'autres mesures ont été prises comme l'exploitation d'un nouveau gisement de fer (gisement de guelb), l'extension de la zone irriguée dans l'objectif de parvenir à

l'autosuffisance alimentaire et la diversification de l'économie nationale et enfin une extension de la zone économique exclusive qui passe ainsi de 30 miles à 200 miles.

Cette extension de la zone économique exclusive et la nouvelle politique adoptée en 1979 dans le secteur de la pêche ont fait progressivement de celui-ci le principal secteur générateur de recettes en devises.

Par ailleurs, une politique d'austérité a été entreprise à partir de 1979 pour parvenir à un équilibre budgétaire vers l'horizon de 1985. Cependant, l'amélioration de la balance courante subséquente à ces réformes n'a pas pu en effet contenir la détérioration tendancielle de la balance de paiements dont les déficits deviennent de plus en plus aigus culminant à 2,8 milliards d'Ouguiya (soit 41,6 millions de \$US) en 1984 seuil jamais atteint dans l'histoire de la Mauritanie.

Le marasme du commerce extérieur de la Mauritanie s'explique par les spécificités structurelles du secteur et la succession des chocs extérieurs.

Structure des exportations et des importations:

Tableau 2: structure des importations et des exportations

Années	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Exportations fob	174,3	178	157	123	147	196	270	240	315	294
pds prim. n. Pétroliers	171,2	171,7	152,2	119,3	142,5	190,1	215	235,4	305,7	285
pds pétroliers	1,2	2,2	1,7	1,3	1,6	2,1	48	0,1	3,3	3
pds manufacturés	1,9	4,1	3	2,4	2,9	3,8	7	4,6	6	6
Importations cif	235	304	334	302	323	363	436	482	427	341
pds prim. N.	76,1	95	104	94,5	101	113,5	136,3	150,7	139,9	83,1
Pétroliers	18,9	25,9	29,4	26,2	28	31,5	37,8	41,8	54,2	47,9
pds pétroliers	140	183	200,6	181,3	194	218	261,9	289,4	233	210
pds manufacturés										
prix des exportations fob	82,6	80,5	81,2	73,7	88	100	94,6	89,1	87	90
(base 1980 = 100)	62,3	60,8	64,3	72,1	85	100	99	92,8	90,5	90,2
prix des importations cif										
(base 1980 = 100)										

source: World Tables 1992

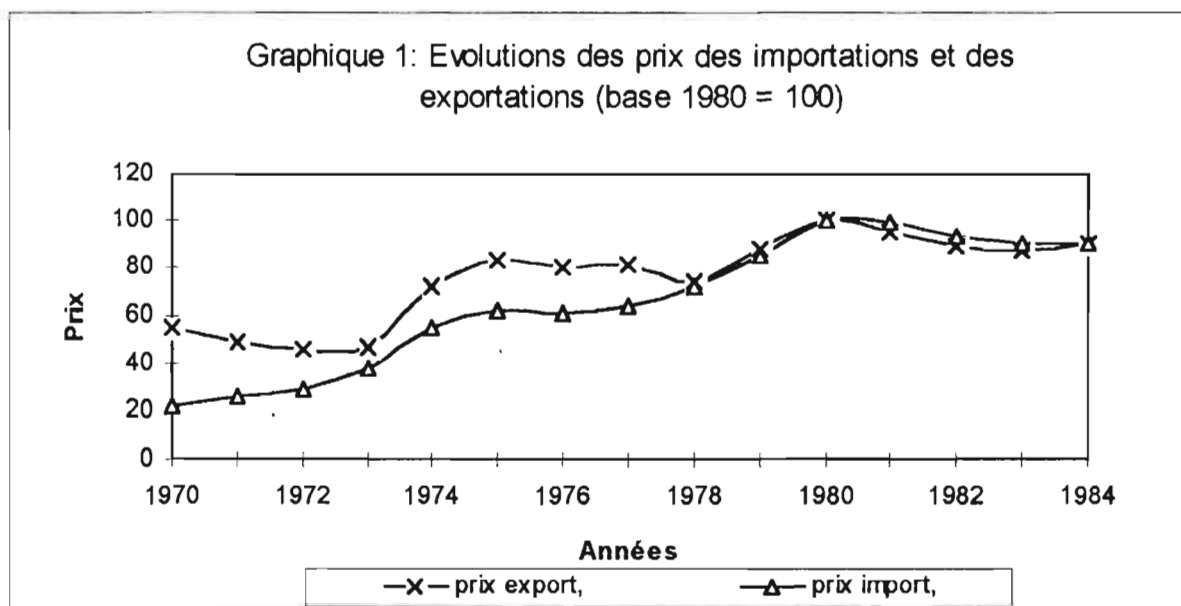
Le tableau précédent montre des exportations représentées quasi totalement par des produits primaires contre des importations nettement dominées par les produits manufacturés. La nature de ces deux types de produits explique dans une large mesure les difficultés structurelles du secteur extérieur mauritanien.

a- Les exportations

Etant représentées exclusivement par des produits primaires à faible valeur ajoutée et peu diversifiées (essentiellement le fer depuis l'indépendance, puis le fer et les produits de pêche à partir de la fin des années 1970), les exportations mauritaniennes n'ont pas pu conserver leur part de marché. La baisse spectaculaire des cours des minerais durant les années 1970 et la lente croissance du marché des produits primaires ont eu des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des exportations mauritaniennes (voir tableau 2).

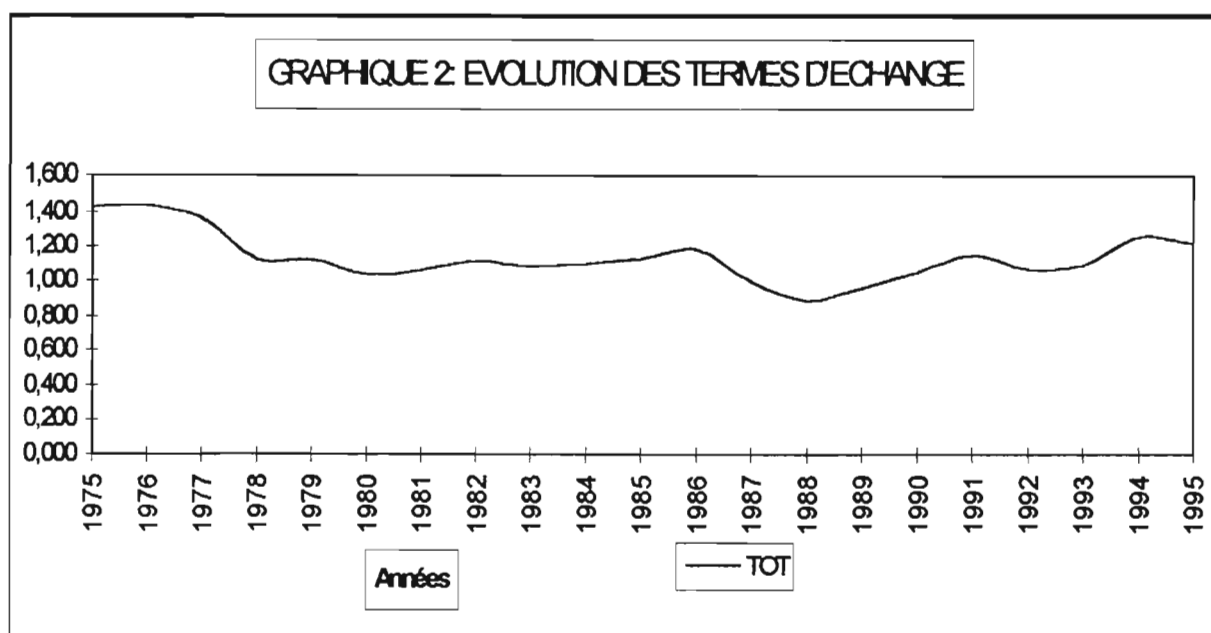
b- Les importations

Le tableau 2 montre la part dominante des produits manufacturés au sein des importations mauritaniennes. La diversité de ces produits et la rapide croissance de leurs marchés rendent leur prix agrégé très rigide à la baisse. Outre les produits manufacturés, la Mauritanie importe des produits primaires composés notamment de biens alimentaires et produits pétroliers. L'absence de produits locaux de remplacement aux importations et la baisse de la production alimentaire, suite aux années de grande sécheresse, ont fait que les importations mauritaniennes d'une manière globale sont peu flexibles à la baisse. Cependant, la flambée des prix des produits pétroliers avait augmenté davantage le prix unitaire des importations et, par ricochet, leur valeur globale.



source: Statistiques financières internationales

Cette évolution contrastée des exportations et des importations explique en particulier la détérioration des termes de l'échange (graphique 2) et les difficultés de tout le secteur extérieur mauritanien à partir des années 1970.



source: Statistiques financières internationales

La persistance des déficits et leur financement par des emprunts extérieurs ont généré une autre source de déséquilibre. La hausse des taux d'intérêt mondiaux au début des années 1980 est venue augmenter sensiblement le poids de la dette en intérêt et principal.

La crise de l'endettement de 1981 avait causé la rupture du cycle vicieux entre les déficits et les emprunts extérieurs et ainsi accentué le tarissement de l'aide au développement suite à la récession des années 1980 dans les pays développés. La Mauritanie, à l'instar de la quasi totalité des pays en développement, a été obligée de chercher une issue pour sortir de cette impasse. Cependant, la marge de manoeuvre des décideurs politiques ne fut pas trop large; il s'agissait, en fait, de rembourser tous les arriérés de la dette ou appliquer les réformes proposées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

A l'époque le deuxième terme de l'alternative semblait être le moindre mal. Après de rudes négociations, la Mauritanie a dû mettre en application, en juin 1985, le premier programme d'une série de programmes d'ajustement structurel. Parrainée et assistée par les institutions de Bretton-Woods, la mise en application de ces réformes permettait à la Mauritanie de profiter d'une révision du calendrier de la dette et d'un accès facile aux crédits.

Justification du choix de l'étude

Dans le cadre de ce travail, nous nous proposons d'étudier l'impact des programmes d'ajustement structurel sur le compte courant de la Mauritanie. Le choix du sujet découle d'un certain nombre de considérations aussi bien d'ordre théorique que d'actualité.

* L'hypothèse centrale sur laquelle sont basés les programmes d'ajustement et qui tient au fait que la croissance doit être tirée par la demande extérieure (les exportations) fait l'objet d'un nombre de critiques et de controverses surtout pour un pays dont les exportations sont peu diversifiées et constituées essentiellement de matières premières.

* Une autre considération trouve son origine dans le débat actuel que suscitent les résultats et les retombées des programmes d'ajustement structurel sur toute l'économie en général et sur le commerce extérieur d'un petit pays étroitement dépendant de ses exportations comme la Mauritanie.

* Une troisième cause provient du fait qu'à notre connaissance, aucune étude du genre n'a eu lieu jusqu'à présent portant sur l'économie mauritanienne.

Problématique

Une évaluation des résultats des réformes entreprises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel s'impose, surtout que la Mauritanie après avoir appliqué ces programmes depuis plusieurs années, continue toujours dans la même voie et ce en dépit des résultats controversés sur le plan extérieur, auxquels les réformes d'ajustement ont abouti. Car le pays demeure lourdement endetté avec des déficits extérieurs persistants.

Ce paradoxe mérite quelques réflexions. Ce qui permet de se poser un certain nombre de questions servant de surcroît à mieux situer le problème.

Quels sont les canaux à travers lesquels les réformes de politiques d'ajustement structurel affectent-elles le solde de la balance des paiements courants ?

Dans quelle mesure les variations dans le solde du compte courant et / ou les performances à l'exportation peuvent-elles être attribuées aux effets des réformes adoptées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ?

Les objectifs

Notre objectif principal est de déterminer dans quelle mesure les programmes d'ajustement structurel ont influencé la balance de paiements courants de la Mauritanie. Pour aboutir à cette fin, nous allons essayer dans une première étape de faire apparaître les liaisons et les interactions à travers lesquelles les différents indicateurs macro-économiques peuvent influencer le solde de la balance courante.

Dans une deuxième étape, nous allons essayer, à travers une analyse empirique, de tester nos conclusions théoriques, pour voir dans quelle mesure se vérifient-elles dans le cas de la Mauritanie.

La poursuite de ces objectifs nous amène à suivre la démarche suivante: Nous aborderons dans un premier chapitre les facteurs explicatifs de l'évolution du solde de la balance de paiements courants. Un second et dernier chapitre traitera de l'impact des programmes d'ajustement structurel sur le solde courant de la Mauritanie dans le cadre d'une étude empirique portant sur l'économie mauritanienne entre 1975 et 1995.

CHAPITRE I :

FACTEURS EXPLICATIFS DE L'EVOLUTION DU SOLDE COURANT

SECTION I: DÉFINITION ET INTERPRÉTATION DU SOLDE COURANT

Le compte courant est un tableau récapitulatif qui présente les exportations des biens et services, pour un pays, d'un côté et leurs importations de l'autre . Le solde ainsi dégagé nous renseigne sur la position extérieure du pays et par conséquent, le type de politique commerciale à entreprendre suivant le degré du déséquilibre constaté. Celui-ci reste, en effet, une notion très ambiguë car il est rare dans la réalité de rencontrer des comptes nettement équilibrés dégageant un solde nul. Et ce n'est pas non plus tout déséquilibre constaté mérite un changement de politique économique. Il est plus difficile de définir la notion d'équilibre extérieur que celle d'équilibre intérieur :il n'y a pas, en effet, de point de repère naturel comme le "plein emploi" ou la stabilité des prix que l'on pourrait appliquer aux transactions extérieures d'une économie.

Le fait que les échanges d'une économie avec le monde extérieur soulèvent des problèmes macro-économiques dépend de nombreux facteurs comme les circonstances particulières de cette économie, les conditions dans le reste du monde et les systèmes institutionnels qui règlent ces relations économiques avec les pays étrangers. Un pays qui s'est engagé à maintenir son taux de change par rapport à une monnaie étrangère peut adopter une définition différente de sa balance extérieure qu'un pays dont la monnaie flotte.

En économie internationale, les ouvrages de base identifient souvent l'équilibre extérieur avec la balance courante du pays. Si cette définition est appropriée en certaines circonstances elle ne peut servir comme règle générale.

Par exemple un pays qui a un déficit de sa balance courante emprunte dans le reste du monde des ressources qu'il aura à rembourser plus tard. Cette situation n'est pas nécessairement indésirable. Le pays peut présenter des occasions uniques d'investir les ressources empruntées de manière plus rentable que dans le reste du monde. Dans ce cas, le remboursement futur des prêts aux étrangers ne pose pas de problèmes parce qu'un investissement rentable générera des rendements hauts assez pour couvrir ces prêts en intérêt et principal. Semblablement, un surplus de la balance courante peut aussi ne pas poser de problèmes si l'épargne intérieure est investie d'une manière plus profitable à l'étranger qu'elle ne peut l'être à l'intérieur du pays.

D'une manière générale, nous pouvons voir dans les déséquilibres de la balance courante une autre manière de montrer comment les pays profitent de l'échange international. L'échange dont il est question ici est ce que nous avons appelé l'échange intertemporel, c'est-à-dire l'échange de consommation dans le temps. De même que des pays, dont les capacités de produire des biens à un moment du temps sont différentes, gagnent à concentrer leur production sur ce qu'ils font de mieux et à prendre celle-ci comme base d'échange. Ils peuvent aussi faire des gains en concentrant leurs investissements dans les pays qui ont la plus grande capacité de transformer la production présente en production future.

Des pays avec de faibles opportunités d'investissement devraient investir peu à l'intérieur et canaliser leur épargne dans des activités d'investissement plus productives ailleurs. En d'autres mots encore, les pays où les investissements sont relativement peu productifs devraient être des exportateurs nets de production courante disponible (et par conséquent avoir des surplus en balance courante); par contre, les pays où les investissements sont relativement productifs devraient être des importateurs nets de production courante (et par conséquent avoir des déficits en balance courante). Pour rembourser les dettes étrangères quand les investissements viennent à maturité, ces derniers pays

exporteront leurs productions vers les premiers: ainsi s'achève l'échange d'une production présente pour une production future.

D'autres considérations peuvent aussi justifier que la balance courante soit déséquilibrée. Un pays, dont la production baisse accidentellement (par exemple en raison d'une récolte particulièrement déficiente), peut souhaiter emprunter à l'étranger afin d'éviter la forte chute purement temporaire de consommation qui en résulterait sans cela. En l'absence de pareil emprunt, le prix de la production présente en terme de production future serait plus élevé dans le pays à faible production qu'à l'étranger; ainsi, le commerce intertemporel qui élimine cette différence de prix conduit à des gains mutuels.

Quand on insiste que tous les pays aient leurs balances courantes équilibrées, on ne prend pas en compte les gains importants qui résultent de l'échange dans le temps. Par conséquent, aucun décideur réaliste n'acceptera de considérer l'équilibre de la balance courante comme un objectif de politique à réaliser en toute circonstances.

A tout moment donné cependant, les décideurs politiques adoptent généralement comme objectif un certain niveau de la balance courante, et ce niveau définit leur objectif de politique extérieure. Tandis que l'objectif visé en matière de balance courante n'est généralement pas une balance nulle, les gouvernements cherchent d'habitude à éviter des surplus ou des déficits extérieurs extrêmes à moins que ces forts déséquilibres ne leurs paraissent clairement justifiés par des gains potentiels résultant du commerce intertemporel.

Les gouvernements sont très prudents à cette égard: il leur est extrêmement difficile, si pas impossible, de déterminer le niveau exact de la balance courante qui maximise les gains intertemporels. En outre, ce niveau optimal de la balance courante peut changer de manière imprévisible dans le temps avec les conditions de la vie économique. Des balances courantes qui s'éloignent fortement de l'équilibre peuvent néanmoins causer de sérieux problèmes.

I -1. Problèmes causés par des déficits courants excessifs

Pourquoi les gouvernements préfèrent-ils éviter de trop grands déficits de leur balance courante? Comme on l'a dit, un déficit courant (cela signifie que le pays emprunte à l'étranger) peut ne pas poser de problèmes si les fonds empruntés sont canalisés vers des projets d'investissements intérieurs productifs. Ce qui n'est pas souvent le cas des investissements. Entre 1980 et 1984 le taux d'investissement moyen était de 32% du PIB, alors que le PIB par habitant déclinait de 0,6% par an en termes réels (en Mauritanie).

Parfois cependant, les déficits courants représentent une consommation excessive qui résulte de politiques mal conçues du gouvernement ou d'un mauvais fonctionnement de l'économie. A d'autres moments, les projets d'investissement attirant les fonds étrangers peuvent aussi être mal planifiés ou basés sur des attentes excessivement optimistes en ce qui concerne leur rentabilité future, comme le cas de beaucoup d'entreprises publiques mauritaniennes avant l'adoption des programmes d'ajustement structurel. Dans de pareils cas, le gouvernement peut souhaiter réduire le déficit courant immédiatement plutôt que d'être confronté plus tard avec la difficulté de rembourser les prêteurs étrangers.

En particulier, lorsqu'un déficit important de la balance courante est causé par une politique budgétaire expansionniste qui ne rend pas simultanément les occasions intérieures d'investissement plus profitables, ce déficit peut être un signal pour le gouvernement qu'il doit restaurer l'équilibre intérieur en changeant sa politique économique.

I - 2. Problèmes causés par des surplus courants excessifs

Les surplus excessifs de la balance courante posent des problèmes différents de ceux posés par les déficits. Un surplus courant implique qu'un pays accumule des actifs venant de l'étranger. Pourquoi la possession d'actifs étrangers de plus en plus importants peut-elle être un problème pour un pays? Une raison

potentielle vient du fait que, pour tout niveau de l'épargne intérieure, un accroissement du surplus courant implique un investissement intérieur plus faible en installations et équipements (cela résulte de l'identité du revenu national, $S = CA + I$; celle-ci dit que l'épargne domestique totale S se répartit en accumulation d'actifs étrangers, CA , et en investissements domestiques, I).

De nombreux facteurs peuvent conduire les décideurs politiques à préférer que l'épargne intérieure soit consacrée pour une plus grande part à l'investissement intérieur et pour une moindre part à l'investissement étranger. D'abord, il peut être plus facile de prélever des taxes sur les investissements intérieurs que sur les investissements localisés à l'étranger.

En second lieu, une augmentation du stock de capital à l'intérieur du pays peut réduire le chômage et conduire par conséquent à une hausse du revenu intérieur national plus que celle qui résulterait simplement d'une augmentation des actifs étrangers.

Finalement, l'investissement intérieur par une entreprise peut avoir des effets de diffusion technologique sur d'autres producteurs domestiques, effets que la firme faisant l'investissement ne peut s'approprier. Dans ce cas, également, le pays gagne plus à la marge en investissant à l'intérieur plutôt qu'en le faisant à l'extérieur. Ce genre de problèmes ne se pose pas à un pays dont la position extérieure est souvent débitrice comme le cas de la Mauritanie: Sa balance de paiements courants a toujours été négative entre 1975 et 1995.

Pour un pays comme la Mauritanie les transactions sur les marchandises avoisinent les 70% du commerce extérieur (tableau 1), le reste est représenté par les services, toutes sortes confondues, avec une nette domination des services non-facteurs. En plus du commerce des biens et services, la balance courante de la Mauritanie inclut les transferts nets, privés et officiels, qui dégagent dans la plupart des cas une entrée nette de flux de capitaux résorbant, en partie, le déficit

souvent accusé au niveau de la balance des biens et services et atténuant, ipso facto, le déficit des opérations courantes.

En résumé, l'objectif de l'équilibre extérieur est d'atteindre un niveau de la balance courante qui permet de réaliser les gains les plus importants de l'échange dans le temps sans risquer les problèmes discutés plus hauts. Comme les gouvernements ne connaissent pas exactement ce niveau de la balance courante, ils cherchent en général à éviter des déficits ou surplus importants à moins que ceux-ci ne présentent clairement des gains potentiels dans le cadre de l'échange intertemporel.

Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, assistés par le Fonds Monétaire International, nous retenons un certain nombre de variables de politique macro-économique exerçant une certaine influence sur le solde courant: le taux de change effectif réel, le déficit budgétaire, le niveau du crédit domestique, et le niveau général des prix. Cependant d'autres variables exogènes peuvent influencer significativement le solde des paiements courants comme les termes de l'échange et la croissance des marchés des exportations.

SECTION II: LE TAUX DE CHANGE

II - 1. Définitions du taux de change réel

Plusieurs définitions ont été proposées. La définition la plus communément utilisée est celle qui définit le taux de change réel, (TCR), comme étant le rapport d'un indice de prix étrangers, exprimés en monnaie nationale à l'aide du taux de change nominal (qui est égal au nombre d'unités monétaires domestiques équivalent à une unité de devise étrangère), sur un indice de prix intérieurs:

$$\text{TCR} = eP^*/P \quad (2-1)$$

Une seconde définition procède à une distinction des prix au sein d'une même économie. Les prix des biens qui entrent dans le commerce international (les prix des importations et exportations) et les prix des biens qui n'y entrent pas. C'est-à-dire les prix des biens échangeables et non-échangeables. Ces prix varient individuellement dans le temps, mais leur tendance générale égale au taux d'inflation. En considérant le ratio des prix des biens non-échangeables sur les biens échangeables nous trouvons une des mesures souvent utilisée pour calculer le taux de change réel:

$$\text{TCR} = P_{\text{NT}}/P_{\text{T}} \quad (2-2)$$

où P_{NT} et P_{T} sont les prix des biens non-échangeables et des biens échangeables respectivement.

Une autre approximation du taux de change réel est utilisée pour mesurer la compétitivité d'une économie. Cette mesure compare le prix en dollar des biens manufacturés sur le marché intérieur et le prix en dollar des biens manufacturés sur les marchés d'exportation¹.

$$\text{TCR} = P_{\text{MI}}/P_{\text{ME}} \quad (2-3)$$

où P_{MI} et P_{ME} sont respectivement les prix des biens manufacturés sur les marchés intérieur et extérieur.

II -2. Rôle du taux de change au sein de l'économie

Notre traitement des effets du taux de change réel se fonde sur une série d'hypothèses qui ont été traditionnellement faites dans l'esprit de rendre l'analyse plus maniable. Premièrement, nous supposons que les prix mondiaux des

¹ Rudiger Dornbush "overvalued and trade balance" Policymaking in the OPEN ECONOMY pp 83

importations et des exportations en dollar sont donnés, que les importations et exportations d'un pays ne changent pas ces prix et l'état de l'économie mondiale ne varie pas. En plus nous prenons la structure tarifaire du pays comme donnée.

Sur le marché des biens le taux de change établit le lien entre les prix domestiques et les prix donnés sur le marché mondial. Une hausse du taux de change, toute chose égale par ailleurs, augmente les prix des biens étrangers en monnaie nationale. Pour un niveau donné des coûts et prix domestiques, une hausse du taux de change rend les biens étrangers moins compétitifs que les biens locaux. Le lien à travers le marché des biens peut être formalisé en terme de change réel (équation 2-1).

Une dépréciation du taux de change réel (augmentation du taux de change réel²) signifie que les biens domestiques deviennent moins chers relativement aux biens étrangers. Par contre une appréciation est équivalente à une baisse de compétitivité des biens domestiques par rapport aux biens étrangers. Mais l'influence du taux de change réel sur la compétitivité de l'économie dépend du régime de change en vigueur.

Sous un régime de change fixe une hausse des prix intérieurs, suite à une politique inflationniste, implique une surévaluation du taux de change réel. Le régime de change fixe et la politique interventionniste des gouvernements mauritaniens ont contribué à une surévaluation de la monnaie nationale au début des années 1980. Aggravée par une conjoncture internationale peu favorable, cette surévaluation de la monnaie a provoqué une baisse de la compétitivité de l'économie nationale. Ce qui a justifié l'adoption d'une nouvelle politique de change dès la mise en application des programmes d'ajustement structurel en 1985.

Par ailleurs, une dépréciation ou une dévaluation de la monnaie tend à élever le niveau des prix intérieurs. Cette poussée de l'inflation arrive directement

² taux de change réel défini à l'incertain.

parce que les prix des biens importés, en monnaie locale, augmentent quand il y a dépréciation de la monnaie.

D'une manière indirecte, les entreprises résidentes peuvent se permettre d'élever leurs prix quand leurs concurrents augmentent leurs prix. Sur le marché du travail, les travailleurs peuvent réclamer une augmentation de salaires si la hausse de prix des importations (notamment les biens alimentaires) augmente le coût de la vie. Ainsi les mouvements des taux de change sont très liés avec la politique inflationniste.

Les gouvernements, qui sont évidemment conscients de cette connexion, pourraient préférer arrêter la dépréciation de la monnaie pour éviter son impact inflationniste. Mais en se faisant, malgré l'inflation domestique, ils risquent de porter préjudice à la compétitivité de l'économie. Dans ce cas, des taux de change multiples peuvent paraître comme une solution. Un régime de taux de change multiples accorde un taux de change réel compétitif à certains produits (secteur d'exportation) sans risquer l'impact inflationniste, des hausses de prix d'importation, associé à la dépréciation.

Cependant, une politique qui permet à des taux de change réels, pour différents groupes de biens, de diverger largement conduit à des coûts importants parce qu'elle implique une mauvaise allocation des ressources rares.

Par ailleurs, des taux de change multiples peuvent avoir un impact important sur le budget. Si le gouvernement achète la devise étrangère des exportateurs à un prix élevé et la vend bas aux importateurs alors un déficit budgétaire serait inévitable. Celui-ci sera financé par des recettes fiscales plus importantes ou par création monétaire c'est-à-dire l'inflation. Ainsi le régime de taux de change multiples est lié lui aussi à l'inflation.

Sur le marché des actifs, les détenteurs de la richesse nationale choisissent sur quelle forme faut-il la détenir. Cette richesse peut être détenue soit sous forme

d'actifs réels (maisons, terrains, ...) ou créances sur actifs réels (stocks d'entreprises), soit sous forme d'avoirs financiers domestiques, comme les dépôts en banques et bons du trésor, ou bien sous forme d'actifs étrangers.

Le choix de la forme de détention de la richesse dépend de l'arbitrage à faire entre le risque et le rendement. Selon une règle simple: quand les avoirs extérieurs procurent plus de rendement (en monnaie nationale) que les avoirs domestiques et ne sont pas plus risqués, les résidents domestiques ont tendance à expatrier leurs capitaux pour acquérir des avoirs à l'étranger.

Mais la question qui se pose à ce niveau est de savoir comment on peut comparer les rendements de deux unités monétaires différentes sur deux places différentes? Pour faire la comparaison nous convertissons les rendements des deux actifs en une seule monnaie, laquelle introduit l'effet des variations anticipées du taux de change sur les horizons d'investissement.

Pour que l'investissement en actifs domestiques soit compétitifs, le taux d'intérêt intérieur, i , doit dépasser le taux d'intérêt étranger, i^* , plus le taux anticipé de dépréciation de la monnaie locale, σ .

$$\text{D'où} \quad i > i^* + \sigma \quad (2-4)$$

tant que cette condition n'est pas vérifiée les capitaux continueront à sortir du pays si d'autres mesures ne sont pas prises.

A l'intérieur, les variations du taux de change entraînent une allocation des ressources. En effet, une compétitivité accrue, induite par des taux de change bien adaptés, draine les ressources à travers le secteur des biens échangeables. Certains biens deviennent exportables et peu de biens sont importés. Des biens importés auparavant, peuvent être produits localement et peuvent même devenir exportables; sur le marché des facteurs ceci s'explique par une nouvelle allocation des ressources. Plus le taux de change réel est compétitif plus l'économie sera orientée vers les activités commerciales; ainsi le capital et le travail deviennent de

plus en plus importants dans le secteur exportateur et les industries en compétition avec les importations.

Par contre, si le taux de change réel n'est pas compétitif, les ressources seront essentiellement employées sur le marché domestique, les importations sont élevées et les productions d'exportation sont peu rentables. Cette situation a prévalu en Mauritanie au cours des années qui ont précédé les programmes d'ajustement structurel. En 1984 la consommation finale en valeur représentait 101% du PIB, le déficit courant des biens et services (sans transferts publics) était de 23,3% du PIB en 1985³. En revanche, la dévaluation de 1985 a eu un effet négatif sur l'absorption domestique. Cet effet s'est manifesté à travers une baisse de la consommation finale qui est passée en 1988 à 86,5% du PIB et de l'investissement total qui est passé de 24,6% du PIB en valeur en 1985 à 17,7% du PIB en 1988.

D'une manière générale, la dévaluation a contribué à l'augmentation du niveau de la production. Le PIB en termes réels a connu un taux de croissance moyen annuel de 3,6% au cours de la période 1985-88, ce qui constitue un redressement évident par rapport à la période antérieure.

Du côté de l'offre, cependant, la dévaluation augmentera le niveau de la production si les prix des facteurs de production n'augmentent pas ou augmentent moins proportionnellement que le prix en monnaie nationale de l'output final dans le court terme.

II -3. Impact du taux de change sur la balance courante

La balance courante, définie comme la demande pour les exportations d'un pays moins sa demande des importations, dépend du taux de change réel de la monnaie par rapport aux devises étrangères des principaux partenaires commerciaux. En d'autres mots, le prix d'un panier de biens représentatif de

³ Bilan d'exécution du Plan de redressement économique et financier (1985-1988), préparé pour le deuxième groupe consultatif sur la Mauritanie; Juillet 1989.

dépense étrangère en terme de paniers de biens représentatifs de dépense domestique.

Ce taux peut être exprimé par la relation suivante:

$$TCR = eP^*/P \quad (2-1)$$

où P^* et P les niveaux des prix à l'étranger et dans le pays respectivement.

EP^* le prix en monnaie nationale du panier représentatif de dépense à l'étranger avec "e" (taux de change nominal) est le prix d'une unité monétaire étrangère en monnaie nationale.

Les modifications dans le taux de change réel affectent la balance courante parce qu'elles reflètent des changements dans les prix intérieurs des biens et services par rapport aux prix étrangers. Pour comprendre comment ces effets des taux de change réels s'exercent, il est utile d'examiner séparément la demande pour les exportations d'un pays, X , et la demande des importations par ce pays, M .

La balance de paiements courants est liée aux importations et exportations par l'identité suivante:

$$CA = X - M \quad (2-5)$$

Dans une économie ouverte, un panier représentatif de dépense intérieure d'un pays inclut aussi certains produits importés mais donne un poids relativement plus important aux biens et services produits localement. De la même manière, le panier représentatif de dépense étrangère contient une part de biens et services produits à l'intérieur. ainsi, on peut dire qu'une augmentation dans le prix du panier étranger en termes de paniers intérieurs est associée à une augmentation dans le prix de la production étrangère en générale relativement à la production intérieure.

Pour déterminer comment pareil changement dans les prix relatifs de production nationale affecte la balance courante, nous devons-nous demander comment affecte-t-il à la fois les importations et les exportations. Si $TCR(eP^*/P)$ augmente, par exemple, les produits étrangers deviennent plus coûteux par rapport aux produits domestiques: chaque unité de production intérieure achète donc, désormais, une quantité plus faible de production étrangère. Les consommateurs étrangers répondront à ce changement de prix en demandant plus de production intérieure, cette réaction des étrangers augmentera donc les exportations et tendra à améliorer la balance courante.

L'effet d'un même accroissement du taux de change réel sur les importations est plus complexe. Les consommateurs domestiques réagiront au changement de prix en achetant moins d'unités de production étrangère devenues plus coûteuses. Cette réaction n'implique, cependant, pas que les importations en valeur doivent diminuer. Comme l'augmentation du TCR tend à augmenter la valeur de chaque unité d'importation en termes d'unités de production intérieure. Les importations mesurées en termes de production intérieure peuvent augmenter, suite à cette hausse du TCR, même si les importations mesurées en unité de production étrangère déclinent. Les importations peuvent donc tout aussi bien augmenter ou diminuer lorsque le taux de change réel s'apprécie. De la sorte, l'effet total sur la balance courante est ambigu.

L'amélioration ou la détérioration de la balance courante dépend de l'effet dominant de la variation du taux de change réel: l'effet de volume qui modifie les réactions des consommateurs quant aux quantités exportées et importées ou l'effet de valeur qui modifie la valeur en termes de production intérieure d'un volume donné d'importation étrangère. Nous supposons dans le cadre de ce travail que l'effet de volume dépasse toujours l'effet de valeur: de la sorte, une dépréciation ou une dévaluation réelle de la monnaie améliore la balance des paiements courants et une appréciation ou réévaluation réelle la détériore. En effet, la

dévaluation de 1985 a contribué de manière sensible à l'amélioration de la balance courante. Dont le solde (sans transferts publics) a passé de 23,3% du PIB, en valeur, pour l'année 1985 à 16,3% en 1987.

Cette hypothèse requiert que les demandes d'importation et d'exportation soient relativement élastiques par rapport au taux de change. C'est-à-dire si la condition de Marshall-Lerner est satisfaite⁴.

Selon Dornbusch et Fischer (1990), les exportations nettes dans une économie ouverte s'écrivent sous la forme:

$$NX = X - M \quad (2-5bis)$$

Où NX exportations nettes X et M exportations et importations brutes respectivement.

Mais les exportations sont fonction du taux de change réel et du revenu étranger.

$$X = x(TCR, Yf) \quad (2-6)$$

Et les importations sont fonction du taux de change réel et du revenu domestique.

$$M = m(TCR, Yd) \quad (2-7)$$

Alors on peut écrire l'expression des exportations nettes sous la forme:

$$NX = x(TCR, Yf) - m(TCR, Yd) \quad (2-8)$$

Sous forme linéaire on peut écrire:

$$\begin{aligned} NX &= a + bTCR + cYf - (d - eTCR + fYd) \quad (2-9) \\ &= (a - d + cYf) - fYd + (b + e)TCR \end{aligned}$$

D'où on peut écrire:

$$NX = X_0 - mYd + vTCR \quad (2-10)$$

⁴ cette condition stipule qu'une dépréciation du taux de change réel améliore la balance des paiements courants si la somme des élasticités d'importation et d'exportation excède l'unité.

Où $X_0 = a - d + cY_f$ terme représentant toutes autres influences incluant l'effet du revenu extérieur. Le coefficient, $v = (b + e)$ est le coefficient du taux de change réel. Si ce coefficient est positif alors une dépréciation réelle améliore la balance commerciale. Par contre, une hausse du revenu domestique augmente les importations et, par conséquent, détériore le solde de la balance commerciale. Le coefficient, m , représente la propension marginale à importer. X_0 est la partie exogène des exportations nettes et est supposée positive. Elle se compose de la constante $(a - d)$ qui est relative aux spécificités particulières des exportations et des importations et de l'effet de l'accroissement du revenu à l'étranger (cY_f) qui devrait avoir un impact positif sur les exportations nettes.

Ainsi le modèle ci-dessus illustre aussi les effets positifs que peuvent exercer les performances économiques des partenaires commerciaux sur la balance commerciale.

Une dévaluation augmente le niveau des prix étrangers mesurés en terme de monnaie nationale, ainsi que le prix des biens échangeables par rapport aux biens non échangeables produits localement. Les biens échangeables deviennent plus compétitifs à la production vis-à-vis des biens non échangeables. Ce qui va encourager la production des biens exportables et les substituts d'importations et, par conséquent, améliorer le solde de la balance courante suite à l'augmentation conséquente des exportations et la baisse de la demande d'importation.

SECTION III: LE NIVEAU DU CREDIT DOMESTIQUE

Le niveau du crédit intérieur sur une période déterminée est le montant total que la banque centrale accorde, sous forme de crédit, au gouvernement et à l'économie durant la période considérée. Autrement dit le montant total par lequel la banque centrale augmente l'offre de monnaie sur une période donnée (souvent une année).

L'offre de monnaie dans une économie est le montant total des encaisses et des dépôts à vue détenus par les ménages et les firmes. Nous supposons que la banque centrale détermine la quantité de monnaie en circulation. Pour comprendre les effets des interventions de la banque centrale sur le niveau du crédit, nous devons d'abord examiner comment les opérations financières de la banque centrale affectent l'offre de monnaie.

III -1. Le bilan de la Banque Centrale

Il enregistre à la fois les actifs détenus par la banque centrale et son passif. Comme tout autre bilan, le bilan de la banque centrale est basé sur le principe de la comptabilité en parties doubles. Toute acquisition d'actifs par la banque centrale introduit un changement positif du côté "actif" du bilan; tout accroissement dans les engagements de la banque introduit un changement positif du côté "passif" du bilan.

On donne ci-dessus le bilan standard d'une banque centrale imaginaire:

Tableau 3 : Bilan de la Banque Centrale de Mauritanie 1995 (million de \$US)

Actif		Passif	
Actifs étrangers	12486	Dépôts	13489
Actifs intérieurs	19785	Monnaie en circulation	18782
Total actif	32271	Total passif	32271

source: Statistiques financières internationales

Le côté "actif" du bilan de la banque centrale présente deux types d'actifs; les actifs étrangers et les actifs intérieurs.

Les actifs étrangers consistent principalement dans les obligations en monnaies étrangères que la banque centrale détient. Ces actifs étrangers forment les réserves internationales officielles de la banque centrale: leur niveau se modifie lorsque la banque centrale intervient sur le marché de change pour y vendre ou y acheter des devises.

Les actifs intérieurs sont les créances que la banque centrale détient sur les citoyens ou les institutions du pays. Ces créances prennent d'habitude la forme d'obligations publiques et de prêts aux banques privées intérieures.

Le côté "passif" du bilan présente comme engagements les dépôts des banques privées et la monnaie en circulation; tant les billets que les pièces.

III -2. Le bilan de la banque centrale et l'offre de monnaie

Le bilan de la banque centrale a une grande importance parce que les changements dans les actifs de ce bilan provoquent un changement dans la même direction de l'offre de monnaie. Lorsque la banque centrale achète un actif du public, le paiement - qu'il soit fait en monnaie ou en chèque - entre directement dans l'offre de monnaie. L'augmentation des engagements de la banque centrale associée à un achat d'actif induit donc une augmentation de l'offre de monnaie. Par contre, l'offre de monnaie se réduit lorsque la banque centrale vend un actif au public puisque la monnaie ou le chèque reçus en paiement par la banque centrale sont mis hors de circulation. Cela réduit les engagements de la banque centrale à l'égard du public. Les changements dans le niveau des actifs détenus par la banque centrale provoquent des changements dans la même direction de l'offre de monnaie.

L'accroissement de l'offre de monnaie, suite à un achat d'actifs par la banque centrale, est généralement plus grand que le montant initial de l'achat en raison du multiplicateur de dépôts dans le secteur bancaire privé. L'effet du multiplicateur monétaire, qui augmente l'impact sur l'offre de monnaie des opérations de la banque centrale, renforce notre conclusion principale: tout achat d'actif par la banque centrale provoque automatiquement un accroissement de l'offre intérieure de monnaie tandis que toute vente d'actif par la banque centrale provoque automatiquement une diminution de l'offre de monnaie.

Cependant une hausse considérable de l'offre de monnaie a des conséquences graves sur l'équilibre intérieur, en effet, le modèle de l'approche monétaire de la balance de paiements est souvent utilisé pour mettre au point la relation qui existe entre l'excès d'offre de monnaie et les déséquilibres extérieurs.

III -3. L'approche monétaire de la balance de paiements

La théorie, qui sous-tend l'élaboration des programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International, repose essentiellement sur l'approche monétaire de la balance des paiements. Dans cette approche, les déséquilibres de la balance des paiements sont mis en relation avec l'excès de création monétaire ou de crédit intérieur. Un modèle simple permet de calculer le montant de crédit compatible avec un objectif fixé de niveau de réserves extérieurs. Le modèle repose sur deux hypothèses:

- Stabilité de la demande de monnaie, qui ne dépend que des besoins de transactions et correspondrait à une fraction du revenu national que les agents économiques souhaitent détenir sous forme liquide. Cette stabilité ne doit pas être comprise comme postulant une relation totalement fixe entre masse monétaire et PIB, mais comme postulant simplement une relation réglée entre ces deux grandeurs (par exemple existence de deux valeurs différentes en cas de crise et en cas de croissance régulière).
- Caractère exogène de l'offre de monnaie, conçue comme résultant d'une décision autonome des autorités monétaires qui fixe le niveau de la composante interne de la base monétaire.

Il en résulte que toute expansion du crédit intérieur se traduit par une diminution du niveau des avoirs extérieurs nets, c'est-à-dire une détérioration du solde extérieur. Si l'offre de monnaie est supérieure à ce que les agents économiques souhaitent détenir sous forme liquide, l'excédent sera utilisé pour acheter des biens (importés, puisque la production à court terme est fixe surtout

sous l'hypothèse de plein-emploi) ou pour faire des placements à l'étranger (dans la mesure où le marché financier interne ne permet pas de réaliser de tels placements).

L'excès d'offre de monnaie provoque une demande accrue de biens locaux, demande qui se traduirait par un processus inflationniste du fait de la fixité de l'offre, et partant, par perte de compétitivité débouchant sur un déséquilibre de la balance des paiements (effet indirect).

Quel que soit le type d'effets retenu, les réserves baisseront jusqu'au moment où le niveau d'offre de monnaie retrouvera le niveau des encaisses désirées. Tout déséquilibre extérieur ne serait donc que le symptôme d'un mal plus profond d'origine monétaire.

Le rétablissement de l'équilibre de la balance de paiements passe donc alors par la réduction du crédit intérieur: crédit à l'Etat et crédit à l'économie.

Dans un premier temps il sera donc préconisé de réduire le financement monétaire de l'Etat (ce qui élimine ainsi un éventuel effet d'éviction du secteur privé de l'accès au financement), et si cela s'avère insuffisant, de réduire aussi le crédit à l'économie. Ce dernier objectif peut s'atteindre de diverses manières; soit par le plafonnement de la progression du crédit, soit par le jeu des taux d'intérêt.

Le modèle de base de l'approche monétaire de la balance des paiements s'écrit:

$$M_d = kPY \quad (3-1)$$

$$M_s = m(C + R) \quad (3-2)$$

$$P = eP^* \quad (3-3)$$

$$M_d = M_s \quad (3-4)$$

$$B = \Delta R \quad (3-5)$$

avec M_d la demande de monnaie; M_s l'offre de monnaie; P le niveau des prix domestiques; Y le revenu national; C la contrepartie interne de la base monétaire; R les réserves extérieures nettes; P^* le niveau des prix étrangers; B le solde de la balance des paiements; e le taux de change nominal; k est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie; m est l'inverse du coefficient de réserves appliqué par les banques de second rang.

L'équation (3-1) traduit la relation quantitative de la monnaie, la demande de monnaie est stable et proportionnelle au revenu. L'équation (3-2) traduit l'idée que l'offre de monnaie dépend de la contrepartie interne (C) et externe (R) de la base monétaire, par le jeu d'un multiplicateur, (m), qui n'est rien d'autre que l'inverse du coefficient de réserves appliqué par les banques du fait d'une réglementation ou du respect des normes prudentielles. L'équation (3-3) reprend l'hypothèse du prix unique: pour un petit pays ouvert sur l'extérieur c'est le niveau des prix internationaux qui s'applique par simple conversion au taux de change en vigueur. L'équation (3-4) postule l'existence d'un équilibre sur le marché de la monnaie et l'équation (3-5) qui est une simple identité comptable, énonce que le solde de la balance de paiements est égal à la variation des réserves de change. Ceci permet d'écrire la relation suivante:

$$R = (k/m)eP^*Y - C \quad (3-6)$$

en terme de variation cette relation s'écrit sous la forme suivante:

$$\Delta R = (k/m)eP^*Y - \Delta C = B \quad (3-7)$$

le niveau des réserves et donc du solde extérieur, en régime de taux de change fixe et à niveau de revenu fixe (à court terme), ne dépend que du niveau du

crédit interne accordé par la banque centrale (en supposant fixes les coefficients k et m).

Dans cette optique tout déséquilibre de la balance de paiements a donc son origine dans un excès d'offre de monnaie.

Dans un régime de taux de change flexible, la monnaie trouve sa valeur au jour le jour selon les mécanismes du marché, c'est-à-dire, l'offre et la demande. En effet, une offre de monnaie excédentaire se résorbe sur le marché des biens et des titres poussant leurs prix à augmenter. Apparaît alors une demande excédentaire de devises étrangères qui conduit à une dépréciation de la monnaie nationale, d'où une augmentation du taux de change.

La hausse de prix et la dépréciation de la monnaie locale permettent le retour des encaisses réelles à leur niveau désiré. Les agents économiques ne peuvent pas varier le stock nominal de monnaie mais déterminent son stock réel.

En effet, si nous admettons l'hypothèse d'unicité des prix mondiaux, cela veut dire que la structure des prix relatifs ne peut être longtemps différente entre pays; la variation du taux de change ne peut donc aboutir à aucun rééquilibre de la balance des paiements.

Le déséquilibre ne sera que temporaire jusqu'à ce que les évolutions des prix entre pays rétablissent la structure des prix relatifs antérieure. On aura donc des taux d'inflation différents entre les pays mais un même niveau relatif des prix exprimés en devise étrangère.

De plus, les rigidités à la baisse font que l'équilibre se rétablit par la hausse des prix dans le pays dont la monnaie s'est dépréciée. Ce qui montre alors que les taux de change flexibles sont un important facteur d'inflation.

III -4. Le crédit intérieur et la balance des opérations courantes

En contrôlant le crédit domestique, les autorités monétaires en l'occurrence la Banque Centrale, adoptent une politique monétaire restrictive. En effet, la contrepartie des engagements de la Banque Centrale - la base monétaire - est constituée d'une contrepartie externe, comprenant les réserves extérieures, l'or et les créances sur les autres banques centrales et gouvernements, et une contrepartie interne qui regroupe le crédit intérieur, qui lui se compose des créances sur le secteur public (dette du gouvernement) et sur le secteur privé (essentiellement les prêts sur les banques commerciales).

Le taux très élevé d'investissement (32% du PIB sur la période 1980-84) était, en partie, financé par la création monétaire (politique facile du crédit), ce qui explique le taux d'inflation relativement élevé 13% et la surévaluation du taux de change. Cette situation a largement contribué au creusement des déficits intérieurs et surtout extérieurs. Les réformes introduites en 1985 notamment le contrôle strict du crédit, l'augmentation des taux d'intérêt et l'adoption d'un régime de change flexible ont amélioré la position extérieure du pays.

SECTION IV: LE DEFICIT BUDGETAIRE ET LE NIVEAU DES PRIX DOMESTIQUES

IV-1. Le déficit budgétaire

Comme dans tout pays, le rôle le plus important incombait à l'Etat. Ce qui a justifié l'interventionnisme poussé du gouvernement mauritanien dans la vie économique au cours des premières décennies de l'indépendance. Les investissements dans l'infrastructure, l'éducation, la santé et la mise en valeur des richesses naturelles du pays à travers la création d'entreprises publiques étaient nécessaires. Cependant, les sources de financement internes étaient trop limitées

inexistantes, ce qui explique l'apparition de déficits budgétaires, depuis les années de l'indépendance, dont le financement a été fait à l'aide de sources externes (prêts, dons,...).

Conséquences d'un déficit budgétaire persistant

Une politique budgétaire expansionniste aboutit à une appréciation de la monnaie nationale et par ricochet une détérioration de la balance des paiements courants. Le déficit budgétaire au cours de la période 1980-84 était de 8% du PIB, alors que le déficit extérieur était de 26% du PIB.

Cependant, la persistance de déficits budgétaires considérables se répercute principalement sur le niveau des taux d'intérêt réels et sur les anticipations inflationnistes. Observant que l'Etat éprouve des difficultés évidentes à réduire ses dépenses, les agents économiques s'attendent à ce qu'il doive accroître les recettes publiques pour financer le déficit. L'accroissement des recettes publiques peut être le résultat d'une croissance économique rapide, d'un alourdissement de la charge fiscale, au sens traditionnel du terme, ou du prélèvement que représente l'inflation. Si les perspectives de l'inflation apparaissent inquiétantes, les taux d'intérêt nominaux à long terme tendent à rester supérieurs à ce qu'ils seraient dans d'autres conditions et la présence de déficit budgétaire considérable contribuent au niveau élevé des taux d'intérêt réels.

Si le gouvernement émet des effets publics - billets, bons du trésor, obligations d'Etat, ou titres de dépôt - ces effets seront achetés par des résidents et des étrangers. Lorsque des capitaux étrangers, attirés par des taux d'intérêt élevés, contribuent au financement du déficit budgétaire il en résulte un déficit de la balance des paiements courants. Car l'entrée massive de capitaux étrangers contribue à l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères et, par conséquent, le renchérissement des biens domestiques

relativement aux produits étrangers ce qui va favoriser les importations et pénaliser les exportations.

Un financement du déficit budgétaire ne peut provenir que de trois sources à savoir un accroissement de l'épargne intérieure privée, une réduction de l'investissement privé ou une amélioration du solde exportations moins importations.

La condition d'équilibre du revenu national, pour une économie ouverte, est donnée par:

$$Y = C + I + G + (X - M) \quad (4-1)$$

où Y est le PNB ou l'output global, C la consommation privée, I l'investissement privé, G les dépenses du gouvernement, X les exportations et M les importations.

Le revenu national est écrit aussi de la manière suivante:

$$Y = S + T + C \quad (4-2)$$

avec S et T l'épargne et les impôts collectés respectivement.

Ce qui montre le fait que l'output global égale au revenu disponible (Y_d) plus les impôts collectés (T):

$$Y = Y_d + T \quad (4-3)$$

le revenu disponible peut être soit consommé soit épargné:

$$Y_d = C + S \quad (4-4)$$

des équations (4-1) et (4-2) on a:

$$Y - (C + I + G) = X - M$$

$$Y = C + S + T$$

alors:

$$(C + S + T) - (C + I + G) = X - M$$

ce qui donne:

$$(G - T) = (S - I) - (X - M) \quad (4-5)$$

Si nous supposons que $(S - I)$ est une fonction linéaire et stable du revenu disponible, tout changement dans la politique budgétaire affecte la balance des opérations courantes. Ce qui implique que plus le déficit budgétaire est grand plus le sera le déficit de la balance des paiements courants. (Ceci est vrai surtout quand $(S - I) = 0$)⁵

IV- 2. Le niveau des prix intérieurs

Le niveau des prix domestiques est l'indice synthétique qui agrège l'ensemble des prix, des biens et services, dans une économie. La hausse du niveau des prix nous renseigne sur le taux de l'inflation.

Le niveau des prix domestiques joue un rôle capital au sein d'une économie. En effet, des distorsions d'une ampleur significative de prix peuvent causer beaucoup de tort à l'économie. Par contre, un système de prix bien adapté peut avoir des retombées très bénéfiques à l'économie.

IV -2-1. Détermination des prix monétaires d'équilibre

Le niveau des prix intérieurs dans une économie en situation de plein emploi des ressources, est le niveau qui équilibre tous les marchés.

⁵ $(S - I)$ est définie comme étant l'acquisition nette des avoirs financiers (titres publics, monnaie, avoirs extérieurs) par le secteur privé.

Sur le marché des biens et services, le niveau des prix est déterminé par la confrontation entre l'offre et la demande. En terme monétaire, ce niveau de prix dépend étroitement de la masse monétaire en circulation dans l'économie, du taux d'intérêt et du niveau de l'offre. En d'autres mots, le niveau de prix monétaires dépend des conditions d'équilibre sur le marché monétaire.

La demande de monnaie dépend négativement du taux d'intérêt, qui constitue le coût d'opportunité subi par le consommateur sur chaque unité de monnaie dépensée en consommation présente, et positivement du niveau de la production globale.

L'offre nominale de monnaie est supposée exogène. L'équilibre s'obtient par l'égalité entre l'offre réelle de monnaie et la demande d'encaisses réelles:

$$M^s/P = L(i, Y) \quad (4-6)$$

où M^s l'offre nominale de monnaie; $L(i, Y)$ la demande d'encaisses réelles de monnaie.

Le niveau de prix qui permet d'obtenir l'équilibre est donné par l'expression:

$$P = M^s/L(i, Y) \quad (4-7)$$

Lorsque l'économie évolue en situation de plein emploi le niveau des prix restera constant tant que l'offre de monnaie et les valeurs, du taux d'intérêt et de l'offre, n'ont pas changé.

Une hausse dans l'offre de monnaie avec un taux d'intérêt et un niveau de production inchangés, le niveau des prix augmente dans la même proportion. Ce qui explique les états d'hyper-inflation en cas de recours massif du gouvernement au fonctionnement de la planche à billets pour financer son déficit budgétaire.

IV -2-2. Les effets d'une hausse des prix

Supposons une économie évoluant sur son niveau d'équilibre de plein emploi des ressources. Un accroissement du taux d'inflation, causé par un accroissement de l'offre de monnaie, rogne le pouvoir d'achat de la monnaie et, par conséquent, pénalise les propriétaires des revenus fixes, les détenteurs de la liquidité et les créanciers. Si le taux de l'intérêt enregistre une hausse moins proportionnelle que celle enregistrée par le taux de l'inflation, les débiteurs se trouvent avantagés suite à la baisse de leurs engagements en valeur réelle. La baisse du taux d'intérêt réel incite les ménages à épargner moins et consommer plus.

Cette tendance à la consommation sera plus forte lorsque les ménages anticipent des taux d'inflation plus élevés. C'est à dire que, plus les tentions inflationnistes sont inquiétantes autant les ménages se débarrassent de la monnaie nationale contre des biens réels ou des devises étrangères plus stables. Le cas extrême est celui où les résidents abandonnent totalement l'usage de la monnaie nationale au profit d'une autre monnaie ou en agissant comme dans une économie de troc.

IV -2-3. Le niveau des prix intérieurs et le solde de la balance courante

Une augmentation du taux d'inflation, dans un pays, produit une baisse dans la demande des biens locaux. cette baisse se manifeste pour deux raisons: la première par le canal des taux d'intérêt plus élevés et la seconde à travers la hausse même des prix intérieurs qui rend les biens produits localement moins compétitifs que les biens produits à l'étranger. A un niveau de taux de change donné, les biens nationaux deviennent plus chers pour les acheteurs étrangers et les biens étrangers deviennent relativement moins chers pour les acheteurs nationaux. Une telle augmentation dans les prix intérieurs exprime une hausse

dans le niveau des prix relatifs des biens nationaux et provoque ainsi un glissement de la demande des biens nationaux vers les biens étrangers.

Ce changement dans la demande aura comme conséquence une baisse des exportations et une hausse des importations.

Alors sous un régime de change fixe, une hausse des prix intérieurs induit une détérioration du solde de la balance commerciale.

Par contre, sous un régime de change flexible l'ajustement ne se fait pas par le solde courant mais par le taux de change. Une différence de prix (sous l'hypothèse du prix unique) ne peut être que temporaire, car le commerce international finira par l'éliminer par le propre jeu des forces du marché (offre et demande de devise).

Une augmentation des prix relatifs des biens nationaux induit un déplacement dans la demande mondiale de ces biens vers les biens produits à l'étranger. Alors une offre supplémentaire de la monnaie nationale apparaît (pour acquérir les biens étrangers, les résidents se débarrassent de la monnaie nationale contre les devises étrangères) poussant graduellement le taux de change nominal à augmenter. Le redressement du taux de change nominal élimine progressivement le différentiel du prix et aboutira, en fin de parcours, à une augmentation du taux d'inflation, dont l'effet est compensé par une dépréciation de la monnaie locale, et une détérioration temporaire de la balance courante par rapport à la situation du départ.

Pour réduire l'inflation le gouvernement doit s'abstenir de financer le déficit budgétaire par la création de la monnaie. A moins qu'il y ait plus d'emprunts étrangers, une réduction du déficit budgétaire ne peut être réalisée que par une contraction des dépenses publiques ou par une amélioration des recettes fiscales.

SECTION V: LES TERMES D'ECHANGE ET CROISSANCE DES MARCHES D'EXPORTATIONS

V -1. Les termes de l'échange

Nous pouvons définir les termes d'échange comme étant le prix des biens qu'un pays exporte initialement divisé par le prix des biens qu'il importe initialement. Un accroissement dans les termes d'échange d'un pays augmente son bien-être tandis qu'une diminution le réduit.

V -1-1. Interprétation d'une variation dans les termes d'échange

Les variations des termes d'échange d'un pays dépendent non seulement de la nature comme de la structure des importations et des exportations, mais aussi de la nature du biais de la croissance expérimenté à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

A - Nature et structure des importations et des exportations

i - Nature et structure des exportations

Nous nous intéressons ici à la seule variation du prix des biens exportés pour en expliquer l'influence sur les termes d'échange.

Un pays dont les exportations sont composées essentiellement de matières premières et des produits à très faible valeur ajoutée, comme le cas d'ailleurs de la Mauritanie (voir tableau 2), est plus exposé à une baisse du prix des exportations qu'un pays dont les exportations se composent principalement de produits manufacturés de haute valeur ajoutée.

Les matières premières (minerais, produits agricoles) sont exportées vers les pays industrialisés pour servir d'intrants aux industries manufacturières. Un ralentissement de l'activité économique dans ces pays provoque une baisse dans

la demande d'importation, et partant, une baisse des prix des matières premières. L'absence des ententes entre exportateurs de matières premières et le caractère souvent concurrentiel entre leurs exportations n'améliorent guère leur position sur le marché mondial.

La structure des exportations, souvent composée principalement d'un petit nombre de grands produits par pays (par exemple le fer et le poisson pour la Mauritanie), n'est pas de nature à renforcer la position commerciale de ces pays. Cependant, la baisse du prix de l'un de ces produits sur le marché mondial, causé, par exemple, par un changement dans les goûts des consommateurs ou l'apparition d'un substitut synthétique, réduit le prix global des biens exportés et, par conséquent détériore les termes d'échange.

ii - Nature et structure des importations

La Mauritanie importe souvent une vaste gamme de produits très variés, allant de biens alimentaires, passant par les simples biens de manufacture jusqu'aux équipements lourds et les produits de haute technologie.

La nature et la structure de ces importations rendent leur prix très rigide à la baisse. cette rigidité s'explique par la nécessité de ces produits, à la consommation finale et à l'investissement, et le prix d'acquisition souvent majoré de certains biens d'entre eux. en effet les produits de haute technologie, pour leurs installations et mise en marche, nécessitent, dans la plupart des cas, le concours des experts étrangers dont le traitement gonfle davantage le prix d'acquisition de ces produits.

B - La nature des biais de croissance à l'intérieur et à l'extérieur

La croissance peut être biaisée à l'exportation ou à l'importation. une croissance qui dilate de façon plus que proportionnelle les possibilités de production d'un pays en direction des biens qu'il exporte est dite croissance

biaisée à l'exportation. de manière pareille, une croissance biaisée vers les biens qu'un pays importe est appelée croissance biaisée à l'importation.

i - La croissance intérieure

Une croissance biaisée à l'exportation tend à orienter l'économie vers la production des biens d'exportation, ce qui augmente l'offre mondiale des biens exportés, provoquant ainsi, une baisse de leur prix et, par conséquent, une détérioration des termes d'échange du pays en croissance. contrairement à une croissance biaisée à l'importation tend à produire des produits substitués à l'importation, ce qui a de nature d'augmenter l'offre mondiale des biens importés. Leur prix baisse et ainsi les termes de l'échange se redressent⁶.

ii - La croissance extérieure

Si par rapport à un pays, le reste du monde expérimente une croissance biaisée à l'exportation alors cette croissance tend à faire baisser le prix des importations du pays en question et, en conséquence, elle améliore ses termes d'échange. En revanche, une croissance biaisée à l'importation dans le reste du monde oriente l'économie vers les activités productives de biens substitués à l'importation. ce qui tend à baisser le prix des exportations du pays considéré sur le marché mondial et ainsi détériore ses termes d'échange.

Au cours des dernières décennies l'expansion dans le monde industrialisé a connu le développement des substitués synthétiques en remplacement des matières premières. par ailleurs la croissance dans les nations les plus pauvres a pris la forme, dans une large mesure, de nouvelles extensions dans la capacité de produire ce qu'elles exportaient déjà. dans cette optique, la croissance du monde industrialisé était biaisée à l'importation tandis que celle des pays en développement était biaisée à l'exportation. ce qui explique, au moins en partie, la

⁶ ce raisonnement tient en cas d'une économie suffisamment grande pour influencer le marché mondial. ce qui n'est pas le cas de la Mauritanie.

détérioration des termes d'échange qu'a connu le dernier groupe durant cette période.

Cependant, un troisième élément peut avoir des effets sur les termes d'échange à savoir le transfert de revenu entre pays. Si un pays effectue un transfert de revenu à un autre pays, son revenu baisse ainsi que sa dépense. De manière correspondante, le pays donataire accroît sa dépense. Ce déplacement dans la répartition de la dépense mondiale peut conduire à un déplacement de la demande relative. En effet, si les deux pays ne répartissent pas les changements dans leurs dépenses selon les mêmes proportions alors il y aura un effet sur les termes d'échange. Cet effet dépend de la différence entre les propensions marginales à dépenser spécifiques à chaque pays. Le pays qui possède la propension la plus élevée pour les biens d'exportation trouve ses termes d'échange se détériorer, et inversement.

V -1-2. Les effets d'un changement dans les termes d'échange

Un changement dans les termes d'échange introduit des variations au niveau du revenu national et de la consommation. Une amélioration des termes d'échange augmente le revenu national, ce qui peut inciter les résidents du pays à consommer davantage sans être obligés à augmenter leur dette extérieure. Cette consommation peut être présente ou différée par le canal de l'épargne. Par contre, une détérioration des termes d'échange réduit le revenu et incite ainsi à une baisse des dépenses. Le déclin du revenu national est une conséquence inévitable de la détérioration des termes d'échange.

En effet, un déclin permanent des termes d'échange induit un ajustement de l'économie intérieure qui se trouve facilité ou contraint par les politiques en vigueur. La variation de la dépense nationale consécutive à une détérioration des termes, est une composante centrale de cet ajustement. Mais l'ajustement

nécessite aussi d'importants changements dans la structure de production et l'allocation des investissements intérieurs, lesquels influenceront les prix intérieurs relatifs.

V -1-3. Termes d'échange et le solde courant

Les variations des termes d'échange peuvent avoir deux types d'effets sur la balance des opérations courantes:

- Des effets directs ou immédiats induits par le changement dans les prix relatifs.

Une détérioration des termes d'échange implique directement une détérioration de la balance des paiements courants. Par contre, une amélioration dans les termes d'échange la détériore.

- Des effets indirects ou différés induits par l'ajustement de l'économie intérieure aux nouveaux termes d'échange. En effet, la réallocation des investissements et le transfert des facteurs de production vers des activités économiques, devenues plus rentables, induisent des changements dans la structure des importations et des exportations, et ainsi dans la balance des paiements courants.

Si le revenu réel décline (détérioration de la balance commerciale) à cause des termes d'échange défavorables alors l'absorption baissera elle aussi et l'effet sur la balance commerciale restera indéterminé. Si (t) est la réduction du revenu réel suite à une détérioration des termes d'échange, alors la baisse de l'absorption sera égale à (ct) . Ce qui ne constitue pas une nette amélioration de la balance commerciale parce que la détérioration des termes d'échange avait provoqué une détérioration initiale de la balance commerciale de (t) . Ainsi l'effet net est: $(t - ct)$ ou $(1 - c)t$. Une détérioration des termes d'échange supposera donc normalement une détérioration de la situation de la balance commerciale. Seulement, si $(c$: la propension marginale à absorber) est supérieure à l'unité, la détérioration des termes d'échange produira un effet positif sur le solde de la balance commerciale.

V -2. Croissance des marchés des exportations

Les exportations d'un pays trouvent leurs marchés à l'étranger. Ces marchés sont l'expression de la demande d'importation à l'étranger. Or nous savons que les importations sont positivement liées au revenu national à travers la propension à importer. Une expansion économique à l'étranger est sensée avoir des retombées positives sur les exportations nationales. En effet, une hausse du revenu à l'étranger incite les consommateurs étrangers à augmenter leur consommation et ainsi importer davantage. Cet effort d'importation à l'étranger augmente les exportations nationales et ainsi améliore le solde de la balance des opérations courantes. Par contre, un déclin du revenu étranger suite à une récession économique induit une baisse dans la demande d'importation étrangère. Les exportations nationales régressent alors que les importations restent inchangées. Le solde de la balance des opérations courantes se détériore. La multiplication des partenaires commerciaux ou la présence sur plusieurs marchés peut être une stratégie pour minimiser le risque d'une baisse d'activités sur les marchés des exportations.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons explicité les relations causales qui existent entre certaines variables macro-économiques et le solde de la balance des paiements courants. Certaines de ces variables peuvent faire l'objet de contrôle ou d'action de la part des autorités de l'Etat et peuvent ainsi être considérées comme des variables de politique économique.

- Le taux de change réel: lié positivement au solde courant. Son appréciation détériore le solde courant alors que sa dépréciation l'améliore.
- Le déficit budgétaire: négativement lié au solde courant quel que soit l'origine de son financement. Des déficits budgétaires persistants représentent, souvent, la cause principale des déficits extérieurs.
- Le crédit intérieur: lié négativement au solde des opérations courantes. Une politique restrictive du crédit améliore le solde courant alors qu'une politique laxiste la détériore.
- Le niveau des prix intérieurs: la hausse des prix intérieurs a un impact négatif sur le commerce extérieur.

La dernière section avait fait l'objet d'autres variables dont le contrôle échappe aux autorités de l'Etat.

- Les termes de l'échange: sont liés positivement au solde courant. Néanmoins, une action dans le sens de transformation de matières premières exportables et la diversification des exportations peut contribuer à la lutte contre la détérioration des termes de l'échange.

- La croissance des marchés des exportations: dépend étroitement de l'activité économique à l'étranger. Elle est liée positivement au solde des opérations courantes. La multiplication des partenaires commerciaux et la promotion des exportations peuvent limiter le risque de perte de part de marché.

CHAPITRE II :

IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LE SOLDE COURANT DE LA MAURITANIE. "Une étude empirique"

Dans le chapitre précédent nous avons discuté des relations et interactions entre certains indicateurs macro-économiques et le solde de la balance des paiements courants. En effet le recours à la modélisation nous permettra d'infirmer ou de confirmer, empiriquement, les conclusions théoriques auxquelles nous nous sommes parvenus.

Ce second chapitre fera l'objet d'une étude empirique de l'impact des réformes, appliquées dans le cadre de programmes d'ajustement structurel, sur le solde de la balance courante. L'étude porte sur l'économie mauritanienne entre 1975 et 1995. Nous allons essayer, à travers un modèle économétrique de montrer dans quelle mesure les programmes d'ajustement structurel ont influencé le commerce extérieur de la Mauritanie au cours de la période 1975-1995.

SECTION I. ESTIMATION DU SOLDE DE LA BALANCE COURANTE MAURITANIENNE

I -1. Revue de la littérature

Nombreux sont les travaux publiés jusqu'à présent et qui traitent d'une manière directe ou indirecte la question de l'ajustement structurel. Parmi ces travaux nous pouvons citer:

A - L'étude de la Banque Mondiale (1981). Cette étude comporte une analyse détaillée des résultats de divers groupes de pays et de certains pays pris

importateurs de pétrole, les pays exportateurs de pétrole, la Chine et enfin les pays industriels à économie non planifiée.

Cette étude qui porte sur la période 1974 - 1978, analyse l'impact de l'effet des prix internationaux des exportations et des importations et l'effet volume des exportations.

L'ampleur de ces chocs varie selon les caractéristiques structurelles de chaque économie et ses dotations factorielles. Ce qui laisse supposer des réactions spécifiques pour chaque pays dans l'objectif d'ajuster ses comptes extérieurs.

Cependant, l'étude a conclu que les pays qui ont le mieux réussi à s'adapter tout en poursuivant leur croissance sont semble-t-il ceux qui: ont accéléré l'épargne nationale, ont maintenu ou adopté une politique non discriminatoire à l'égard de la production destinée à l'exportation par rapport à la production destinée au marché intérieur et ont intensifié l'investissement sans perte d'efficacité.

B - B. BALASSA (1990) dans ses travaux sur l'interaction entre les chocs externes et les mesures de politique économique destinées à y faire face. Le point de départ de cette méthode est l'identité comptable entre la variation du solde commercial et celle de ses financements. Par un processus de décompositions successives, l'auteur fait apparaître les éléments constitutifs du choc, en l'occurrence l'effet des termes de l'échange et du ralentissement de la demande mondiale, mais également les modes de réaction des politiques économiques. Cette méthode a été appliquée à des ensembles de pays regroupés suivant des critères variés entre lesquels il est possible de comparer le comportement moyen face aux déséquilibres.

C - T. MONTALIEU et P. PLANE (1994) Revue d'économie du développement. En restant dans la logique de la méthode de BALASSA, les deux auteurs élargissent le cadre d'analyse en prenant comme point de départ le déficit courant et son financement. En décomposant les différents postes de ce solde et en raisonnant sur des variations à prix courant entre une période de référence considérée comme normale et l'année en cours. Les deux auteurs parviennent à une équation où plusieurs variables, sources de choc et d'autre sources d'ajustement, apparaissent l'équation se présente ainsi:

"variation du déficit courant = termes de l'échange + demande mondiale + promotion des exportations + substitution à l'importation + croissance + solde des services non-facteurs + paiements d'intérêts (taux, structure, volume) + transferts privés + transferts publics."

D - Patrick et Sylviane GUILLAUMONT (1994). Dans cette étude les deux auteurs retiennent plusieurs variables susceptibles d'être source de déséquilibres extérieurs et en étudient, par la méthode des moindres carrés ordinaires, le degré de significativité dans l'explication du solde courant.

En appliquant cette méthode aux pays ACP et non-ACP, les deux auteurs ont conclu que les pays ACP n'ont pas réagi moins bien que les autres pays en développement face aux perturbations des années 1980. Ils n'ont pas, en d'autres termes, moins amélioré leurs politiques économiques compte tenu de leurs caractéristiques structurelles, de l'évolution passée et de leur environnement extérieur. Mais entre eux, des différences sensibles existent selon leur besoin initial d'ajustement.

E - F. NATHAN OKURUT et Samuel OTIM (1994). L'étude adopte la méthode du modèle du groupe de contrôle modifié, utilisée par Elbadawi (1995).

C'est l'approche " avant-après " utilisée pour analyser l'effets des programmes d'ajustement structurel sur des indicateurs macro-économiques.

Le modèle de base utilisé est le suivant:

$$Z_t = \alpha + \beta_i X_{it} + \gamma_i W_{it} + \mu d_i + E_t .$$

où Z_t le solde courant

X_{it} vecteur des variables de politique macro-économique

W_{it} vecteur des variables extérieures (termes de l'échange et croissance du marché des exportations)

d_i variable muette mesurant l'effet de l'ajustement sur le solde courant.

Elle prend ses valeurs entre 0 et 1.

E_t terme de l'erreur.

Appliquée à l'Ouganda, cette méthode montre des résultats positifs au niveau de la performance des exportations et le solde du compte courant après l'application des programmes d'ajustement structurel. L'inspiration des études précédentes peut nous à déterminer les variables du modèle à tester.

Contrairement aux études précédentes, nous allons étudier en plus de l'impact des variables susceptibles d'être source de chocs aussi bien internes qu'externes, l'effet propre de politiques d'ajustement structurel. A travers l'introduction dans le modèle du solde courant d'une variable muette.

I -2. Les variables du modèle

Plusieurs variables ont été retenues dans le modèle suivant:

$$SC = SC(CD, DB, TCER, TOT, CE, TCR, Pd, DUM)$$

Où

*SC : le ratio du solde de la balance courante sur le PIB.

*CD : le ratio du crédit domestique sur le PIB.

*DB : le ratio du déficit budgétaire sur le PIB.

*TCER : le taux de change effectif réel.

Il existe plusieurs mesures du TCER dans la littérature économique. Le choix entre ces différentes mesures dépend de considérations théoriques ainsi que de disponibilité des données (EDWARDS, 1988). L'approche traditionnelle est basée sur la Parité des Pouvoirs d'Achat (PPA). Elle définit le TCER comme le produit du taux de change effectif nominal par le ratio entre un indice de prix intérieurs et un indice de prix étrangers. C'est cette approche que nous avons retenue dans le cadre de ce travail.

La formule de calcul est la suivante:

$$\text{TCER} = \sum \alpha_i e_i P_i/P_d$$

avec :

α_i : la part des importations mauritaniennes en provenance du i^{eme} principal fournisseur de la Mauritanie. Elle se calcule ainsi:

$$\alpha_i = \frac{\text{importations provenant du pays "i"}}{\text{importations totales}} = \frac{\text{IM}_i}{\sum \text{IM}_i}$$

IM_i : les importations totales au cours de la période de l'étude en provenance du partenaire "i" .

$$\text{alors } \sum_{i=1}^n \alpha_i = 1 \quad i = 1, \dots, n$$

Les pondérations par le commerce extérieur peuvent être faites soit par les parts des importations, soit par les parts des exportations ou par une moyenne simple des deux.

Puisque le taux de change effectif réel est un indicateur de comparaisons bilatérales de taux de change et des prix, nous avons jugé plus pertinent de

pondérer par les parts d'importations. Car il est plus significatif de comparer le prix des importations mauritaniennes (produits manufacturés essentiellement) avec les prix intérieurs des biens de consommation que de comparer le prix des exportations mauritaniennes (matières premières brutes) avec les prix de biens de consommations à l'intérieur des pays partenaires.

Tableau 4 : ventilation des importations de la Mauritanie sur ses principaux partenaires.

Pays partenaires	Pondérations par les importations
FRANCE	0,2759
JAPON	0,0209
ESPAGNE	0,0797
ALGERIE	0,0225
ALLEMAGNE	0,0589
BELGIQUE	0,0417
THAILANDE	0,0198
ITALIE	0,0344
ROYAUME UNI	0,0182
PAYS BAS	0,0413
CHINE	0,0328
SENEGAL	0,0338
U,S,A,	0,0505
TOTAL	0,7304

source: direction of trade

Si nous adoptons l'hypothèse d'un commerce exclusif avec les principaux partenaires, nous aurons les pondérations suivantes:

Tableau 5: ventilation des importations Sous l'hypothèse de commerce exclusif avec les principaux partenaires.

Partenaires principaux	Pondérations par importations
France	0,3775
Japon	0,0287
Espagne	0,1091
Algérie	0,0308
Allemagne	0,0806
Belgique	0,0570
Thaïlande	0,0271
Italie	0,0471
Royaume Uni	0,0249
Pays Bas	0,0569
Chine	0,0448
Sénégal	0,0462
U,S,A,	0,0691
Total	1

source: Direction of trade

e_i : le taux de change nominal de la monnaie nationale (l'Ouguiya) et la devise du i^{eme} partenaire principal, selon la cotation à l'incertain. Ce qui nous amène à prendre comme numérateur les indices de prix étrangers P_i et comme dénominateur l'indice de prix domestiques P_d . Nous notons que ces deux indices utilisés sont les indices de prix à la consommation⁷.

⁷ D'autres indices peuvent être utilisés comme le déflateur du PIB pour les prix intérieurs (DEVARAJAN et de MELO 1987) et l'indice des prix de gros pour les pays étrangers (HABERGER 1986). L'usage de tels indices soulève de nombreuses difficultés. En dépit de leur avantage de couvrir l'ensemble des prix, Sylvianne Guillaumont (1992) estime qu'il n'est pas opportun d'utiliser comme indice de prix intérieurs le déflateur du PIB. Car l'évolution des prix internationaux dans le pays ne serait pas correctement représentée par l'évolution des prix des biens internationaux à l'étrangers. la composition du déflateur du PIB diffère surtout quant on compare des pays de niveaux de développement différents. Pour la même raison, il serait discutable aussi de substituer comme le proposent certains auteurs (Habergger 1986, Tshibaka 1991, Ndaye et Sall 1996) aux indices de prix à la consommation des pays étrangers leurs indices de prix de gros même si ceux-ci ont

*TOT : les termes de l'échange de la Mauritanie:

$$\text{TOT} = \frac{\text{valeur unitaire des exportations}}{\text{valeur unitaire des importations}}$$

*CE : la croissance des marchés d'exportations, que nous approximations ici par le poids des PIB des principaux partenaires commerciaux (dans le cas d'espèce les fournisseurs) selon la formule suivante:

$$\text{CE} = \sum_{i=1}^n \alpha_i \text{PIB}_i \quad i = 1, \dots, n$$

avec

α_i : le coefficient du commerce extérieur défini précédemment.

PIB_i : le PIB du $i^{\text{ème}}$ partenaire principal.

*Pd : l'indice de prix à la consommation en Mauritanie.

*TCR : le taux de croissance du PIB mauritanien.

*DUM : Une variable muette prenant la valeur (1) pour les années d'ajustement structurel et (0) autrement.

SECTION II: METHODE D'ESTIMATION ET SOURCES DE DONNEES

II-1. La méthode d'estimation

Dans le cadre de cette étude nous adoptons la méthode du « modèle du groupe de contrôle modifié » utilisée par ELBADAWI (1995), F. Nathan OKURUT et Samuel OTIM (1994), KHAN (1990) etc. C'est l'approche « avant-

des prix des biens internationaux à l'étrangers. la composition du déflateur du PIB diffère surtout quant on compare des pays de niveaux de développement différents. Pour la même raison, il serait discutable aussi de substituer comme le proposent certains auteurs (Habegger 1986, Tshibaka 1991, Ndaye et Sall 1996) aux indices de prix à la consommation des pays étrangers leurs indices de prix de gros même si ceux-ci ont l'avantage de ne porter que sur des biens internationaux (agricoles et industriels). Certes les paniers de biens de consommation utilisés pour le calcul des indices de prix à la consommation sont propres à chaque pays, mais diffèrent moins d'un pays à l'autre que la composition des indices de prix de gros A. DIAW (1997).

après» utilisée pour analyser l'effet des programmes d'ajustement structurel sur les indicateurs macro-économiques sélectionnés.

Nous aurons à tester la significativité statistique d'un certain nombre de variables dans l'explication de la variable dépendante; le solde de la balance courante (SC).

$$SC = SC(TCER, DB, CD, TOT, CE, Pd, TCR, DUM)$$

Certaines variables peuvent ne pas être significatives ou en étroite corrélation avec d'autres variables, ce qui explique que leur présence dans le modèle peut atténuer sa significativité globale et, par conséquent, la robustesse des coefficients des autres variables. Ce qui va nous amener à chercher, par tâtonnement, la combinaison de variables la plus significative globalement et individuellement.

En outre, pour affiner davantage notre raisonnement, nous allons procéder à une estimation de l'équation des exportations. Sur le même ensemble de variables et suivant les mêmes méthodes, nous allons chercher la combinaison de variables qui fournit les meilleurs résultats. Ceci nous permettra de mettre en exergue l'influence des programmes d'ajustement structurel sur les performances des exportations.

$$EXP = EXP(TCER, DB, CD, TOT, CE, Pd, TCR, DUM)$$

avec EXP : le ratio des exportations sur PIB. .

Cependant, d'autres méthodes peuvent être utilisées. La méthode appliquée par BALASSA B. (1981) pour étudier l'impact des mesures prises, par les pays en développement, en réponse aux déséquilibres de la balance de paiements entraînés par les chocs extérieurs. Une version révisée du modèle a été appliquée

par T. MONTALIEU et P. PLANE (1994) sur l'économie sénégalaise pour expliquer la nature des chocs subis par cette économie entre 1972 et 1992.

Cette méthode part du solde de la balance courante et procède à un processus de décompositions successives pour aboutir en fin de compte à une équation du solde courant où apparaissent les différents termes de choc et de rééquilibrage.

II-2. sources et traitement de données

A. Sources des données

Les sources des données sont multiples. Il y a les données internationales, de la Banque Mondiale et du FMI, et les données nationales de la Banque Centrale de Mauritanie, Direction des Statistiques au Ministère du Plan et celles des services douaniers. Il y a aussi les publications de la Banque Africaine du Développement.

Dans le cadre de ce travail, et dans l'esprit de préserver la cohérence des données, nous nous sommes limités aux seules données de la Banque Mondiale et du FMI. Toutefois, et puisque les méthodes de calcul peuvent varier d'une source à l'autre, nous avons gardé la même source pour chaque série de données, pour ne pas créer des incohérences au sein de la même série.

I -2. Traitement des données

La plupart des sources de données adoptent l'année 1987 comme année de base et les millions de US\$ (dollar américain) comme unité de mesure. En effet, dans le cadre de ce travail le choix de l'année de base n'est pas très important. Car nous n'avons pas à comparer des résultats avec une référence déterminée à l'aide de l'année de base. Ce qui explique notre respect des sources de données.

Nous utiliserons la méthode des moindres carrés ordinaires pour étudier la significativité de la variable " DUM" qui représente l'effet des réformes de programmes d'ajustement structurel. Le coefficient de cette variable, après l'estimation du modèle, nous renseigne sur l'impact des réformes des programmes d'ajustement structurel sur le solde de la balance des paiements courants.

SECTION III. PRESENTATION DES RESULTATS

Les résultats de la régression de l'équation du solde de la balance courante, fournis par "Eviews" par la méthode des moindres carrés ordinaires sont portés dans le tableau 6.

Ce tableau représente la régression du modèle retenu après avoir écarté certaines variables non significatives du modèle complet (voir annexe 4) . Toutefois l'omission d'une ou des variables significatives comme l'ajout d'une ou des variables non significatives peut atténuer la significativité globale du modèle, comme elle peut mettre en cause la significativité d'autres variables significatives et influencer l'ampleur de leurs coefficients.

Ces résultats montrent un modèle globalement significatif ($F^* = 16,8 > F_{5, 0,05}^{0,05}_{15} = 2,9$). La valeur de Durbin-Watson indique l'absence d'une autocorrélation des erreurs au premier ordre. Le coefficient de détermination R^2 et le R^2 ajusté, étant situés à un niveau relativement élevé, témoignent de la significativité des variables explicatives.

Tableau 6: Résultats de la régression de l'équation du solde courant

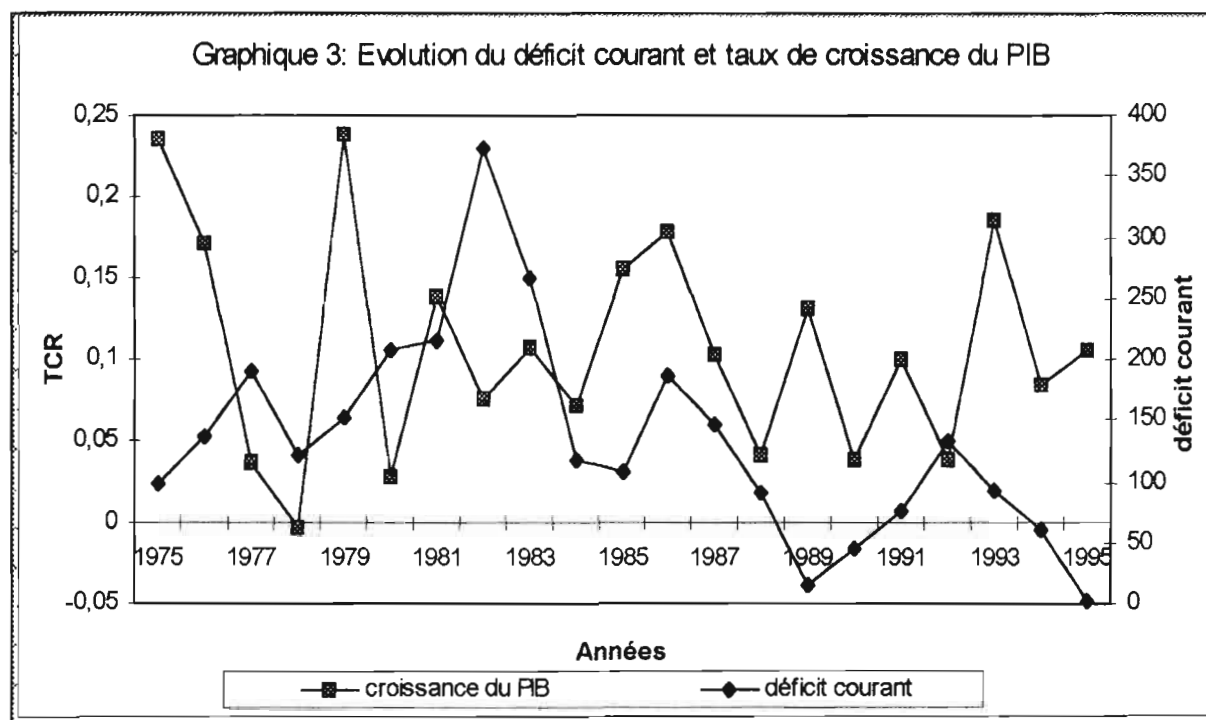
variable dépendante SC; nombre d'observations 21; période 1975 - 1995

Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-1.507129	0.362970	-4.152218	0.0009
TCER	0.017750	0.009612	1.846604	0.0846
CE	2.01E-06	7.46E-07	2.692896	0.0167
TCR	0.630846	0.339609	1.857566	0.0830
PD	-0.014386	0.005754	-2.500317	0.0245
DUM	0.114144	0.090225	1.265112	0.2251
R-squared	0.848486	Mean dependent var		-0.243595
Adjusted R-squared	0.797981	S.D. dependent var		0.200876
S.E. of regression	0.090287	Sum squared resid		0.122276
Durbin-Watson stat	2.016682	F-statistic		16.80016
		Prob(F-statistic)		0.000011

source: Statistiques financières internationales

Par ailleurs, les signes des coefficients de la régression répondent aux prévisions de la théorie économique. En effet, les coefficients des variables TCER et TCR (0,017 et 0,63 respectivement) ne sont pas significativement différents de zéro au taux de 5%, par contre ils le sont au taux de 10%. Ces deux variables influencent positivement le solde de la balance courante à des degrés différents. Une croissance du PIB de 1% améliore le solde courant de 0,63% d'où le fort effet de la croissance économique sur les comptes du commerce extérieur en Mauritanie. Ceci peut s'expliquer par l'étroite dépendance de l'économie mauritanienne de ses exportations en dépit de l'effet positif que peut avoir la croissance sur les importations, par le biais du revenu disponible, mesuré par la

propension marginale à importer. Le graphique suivant illustre bien notre raisonnement.



source: Statistiques financières internationales

Le graphique 3 représente l'évolution du déficit courant et du taux de croissance du PIB. A travers l'évolution de la courbe du déficit courant nous pouvons distinguer deux grande périodes différentes marquées chacune par une tendance particulière des déficits extérieurs:

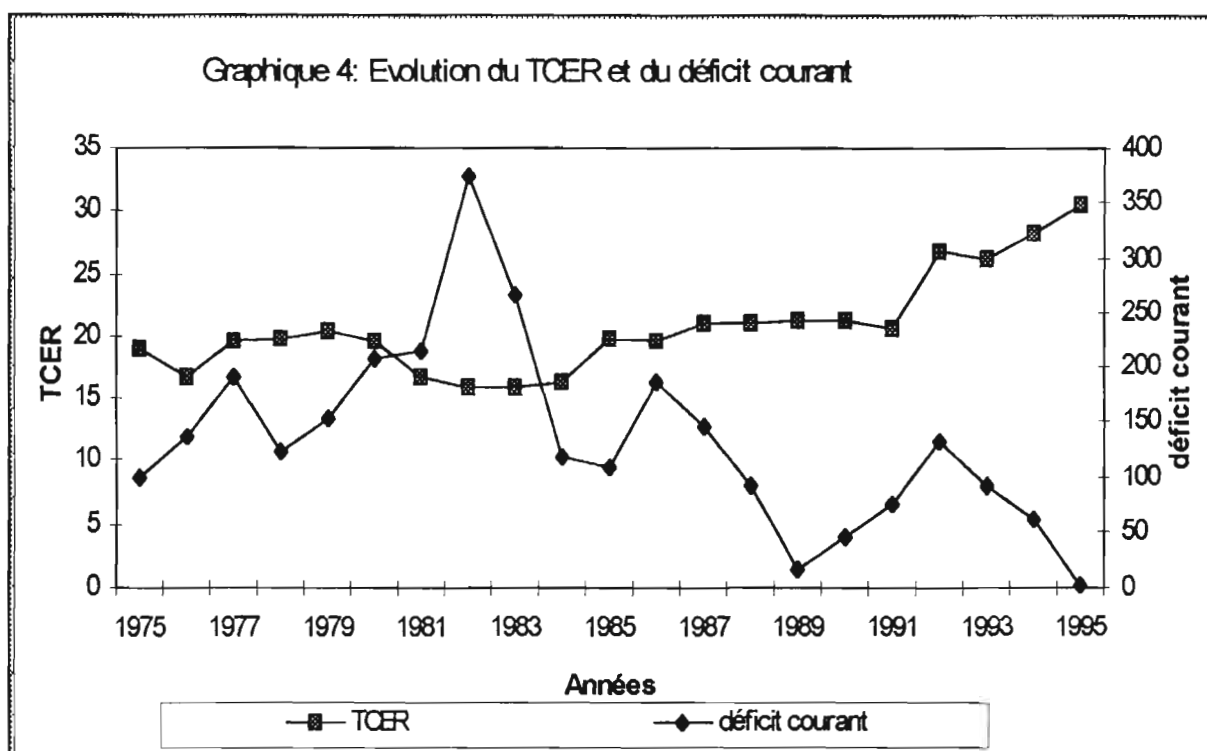
La première s'étend sur la période 1975-1983 marquée par une tendance croissante des déficits courants. A part une baisse entre 1977 et 1978, les déficits courants sont toujours en croissance pour atteindre leur point culminant en 1983. Cette allure s'explique notamment par les chocs internes et externes : l'effet de la guerre du Sahara occidental en 1975-1978 et l'instabilité politique qui l'a suivie, le deuxième choc pétrolier en 1979-1980 et la récession économique des pays développés au début des années 1980.

A partir de 1983 la courbe change de cap. Elle emprunte une tendance claire à la baisse sur le long terme. Cette tendance à l'amélioration du solde courant s'explique par la reprise économique au niveau national après la guerre, le retour des prix pétroliers à la normale et surtout les effets de la politique entreprise dans le secteur de la pêche en 1979, dont les résultats ont commencé à se faire sentir à partir des années 1980. La régularité relative de la pluviométrie, la nouvelle politique agricole, l'exploitation d'un nouveau gisement de fer et le redressement des cours de ces produits sur le marché mondial, après les grandes baisses de la décennie précédente sont autant d'éléments agissant dans le sens d'une amélioration progressive du solde courant durant cette période.

La reprise au niveau du marché des exportations et l'effet des réformes d'ajustement structurel notamment la dévaluation de 1992 ont précipité la baisse des déficits courants à partir de cette date pour aboutir en 1995 à un déficit courant sensiblement faible.

La courbe du taux de croissance du PIB montre une succession de montées et de descentes reflétant ainsi l'irrégularité de la croissance en Mauritanie. L'évolution tendancielle des deux courbes indique une relation négative entre le déficit courant et le taux de croissance du PIB ce qui explique bien le coefficient de régression positif du taux de croissance du PIB dans l'explication du solde courant.

Cependant, une augmentation dans le taux de change (une dévaluation) de 100% n'améliore le solde de la balance courante que de 1,77% ce qui peut être imputé à un effet positif ou à la rigueur nul de la dévaluation sur les importations.



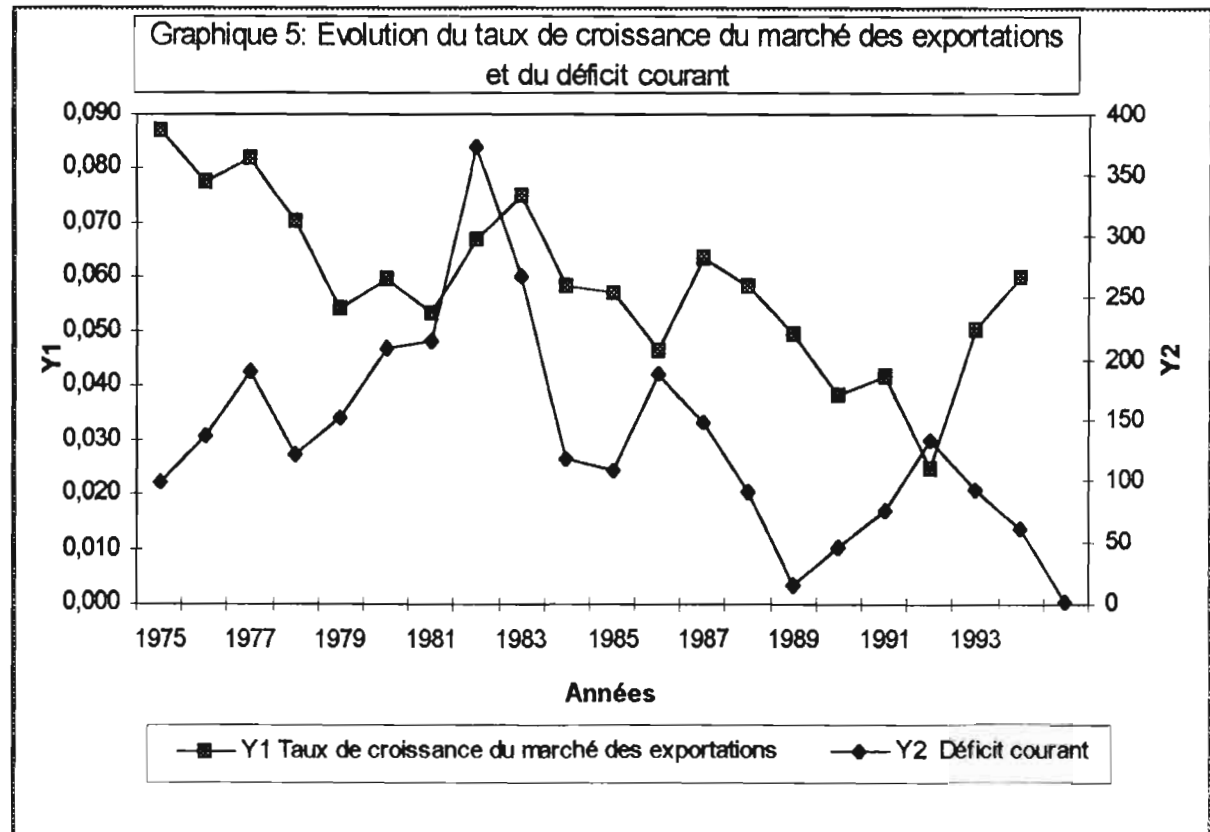
source: Statistiques financières internationales

Le graphique 4 montre une courbe du taux de change effectif réel relativement stable sur toute la période. Ce qui explique d'emblée l'absence de politiques de change agressive au cours de cette période. Toutefois l'examen minutieux de la courbe met en relief deux tendances différentes:

La première couvre la période 1975-1983 au cours de laquelle le taux de change effectif réel tend à baisser légèrement (tendance à l'appréciation) surtout à partir de 1980. En revanche, la seconde période commence en 1983, la courbe amorce une tendance croissante (tendance à la dépréciation) dont l'ampleur se confirme surtout après la dévaluation de 1992.

Le coefficient de la variable croissance des marchés d'exportation (CE) est significatif au taux de 5% malgré sa faiblesse. Une croissance des marchés d'exportation de la Mauritanie de 100% n'améliore sa balance courante que de 0,0002% ce qui s'explique par la faible position concurrentielle des exportations

de la Mauritanie sur leurs propres marchés. La Mauritanie ne profite que trop faiblement de la croissance de la demande extérieure (voir graphique 5).



source: Statistiques financières internationales

Sur le graphique 5, l'évolution des deux courbes montre globalement une relation négative entre le taux de croissance du marché des exportations et le déficit courant. En revanche, durant les années 1980, les deux courbes ont évolué suivant la même tendance ce qui laisse supposer l'existence d'une relation positive entre ces deux indicateurs. En réalité, ce paradoxe s'explique d'abord par le faible effet de la croissance extérieure sur les exportations nationales (coefficient de régression trop faible: 0,000002) et surtout les conditions relativement bonnes sur le plan intérieur, agissant dans le sens d'une réduction des déficits courants, qui coïncident avec la récession des années 1980 dans les pays développés.

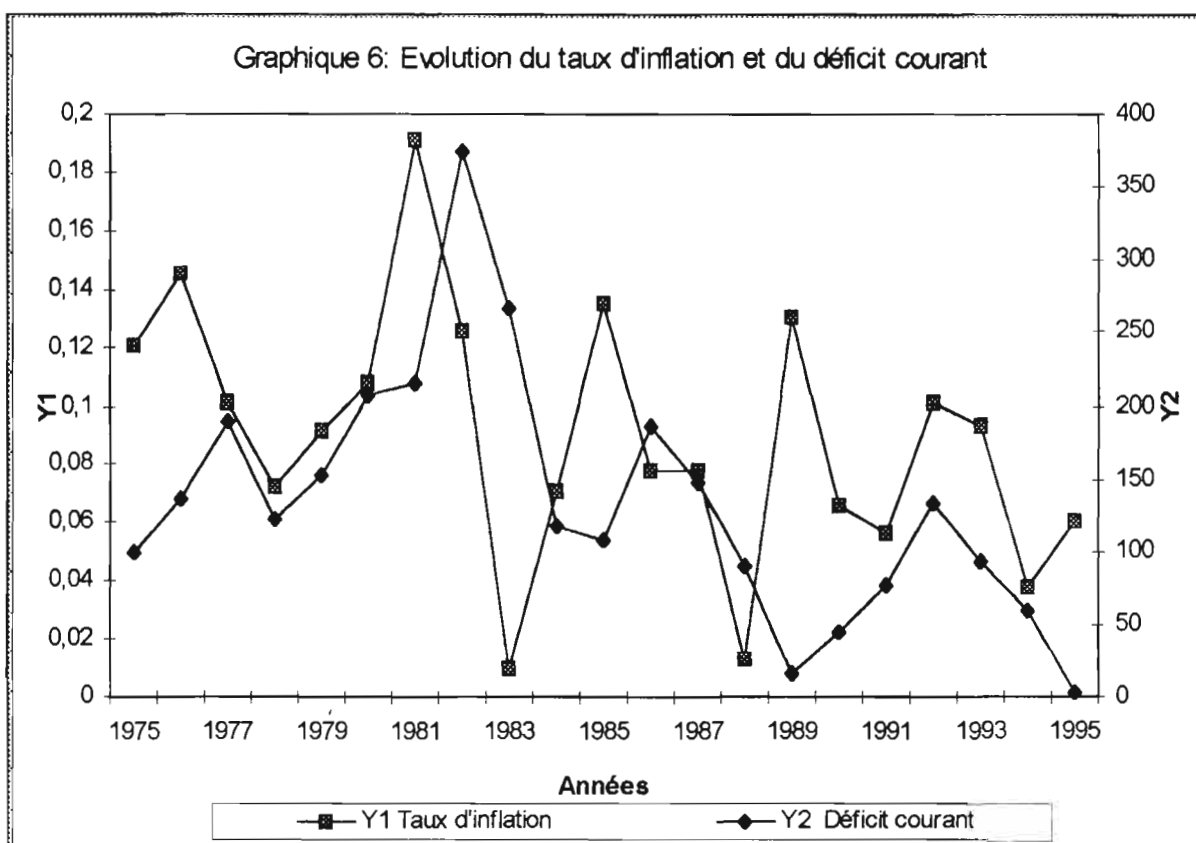
Le niveau général des prix intérieurs, que nous approximons ici par l'indice de prix à la consommation, influence significativement le solde de la balance

courante au seuil de 5%. En effet, une inflation de 100% provoque une détérioration de la balance courante de 1,4%. Etant donné que le prix des exportations est fixé sur le marché mondial, une flambée de prix intérieurs cause, par le canal des importations, une détérioration de la balance courante. En effet, une hausse de prix à l'intérieur augmente les importations des produits étrangers devenus relativement moins chers. Cette flexibilité de la demande des biens locaux et sa sensibilité aux variations du prix témoignent de l'ouverture de l'économie mauritanienne sur le marché mondial.

En outre, une hausse des prix intérieurs peut avoir un effet négatif sur les exportations. Les intrants des produits exportables deviennent plus chers et surtout leur principale composante: le travail. Les salariés soucieux de conserver leur pouvoir d'achat réclament une augmentation des salaires. Le prix de l'output final, ayant augmenté, devient moins compétitif sur le marché mondial; d'où la nécessité d'un ajustement quantitatif des exportations.

Le graphique 6 présente deux courbes très proche l'une de l'autre. Ce qui confirme la forte significativité de cette variable dans l'explication du solde de la balance courante.

La variable DUM, laquelle est introduite dans le modèle pour capter l'effet des réformes des programmes d'ajustement structurel sur le solde de la balance courante, n'est pas significative, au seuil de 5%, dans l'explication de l'évolution du solde de la balance courante.



source: Statistiques financières internationales

Néanmoins, son coefficient souligne l'impact positif des réformes d'ajustement structurel sur la balance des paiements courants de la Mauritanie.

Ces résultats sont conformes à ceux obtenus par KHAN (1990) qui, à travers les méthodes "avant-après" et "avec-sans", a estimé l'impact des réformes proposées par le FMI et la Banque Mondiale sur le solde de la balance courante. L'auteur avait conclu que ces réformes pratiquées par les pays en développement ont eu des effets positifs sur leur commerce extérieur. La méthode "avant-après" expérimentée par F. N. OKURUT et S. OTIM (1994) sur l'économie ougandaise avait abouti aux mêmes résultats.

Nous notons que l'ajout du bloc de variables (TOT, CD et DB) n'augmente en rien la qualité de la régression (voir annexe 4).

Un modèle alternatif a été estimé pour mesurer l'impact des réformes des programmes d'ajustement structurel sur les performances des exportations. Les résultats de cette régression ont été portés sur tableau 7 suivant:

Tableau 7: Résultats de la régression de l'équation des exportations

variable dépendante EX; nombre d'observations 21; période 1975 - 1995				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-0.425632	0.399767	-1.064701	0.3039
TCER	0.020861	0.009881	2.111288	0.0519
TOT	0.152281	0.144632	1.052885	0.3091
CE	8.41E-07	6.00E-07	1.400850	0.1816
PD	-0.008487	0.004880	-1.739240	0.1025
DUM	0.176655	0.065691	2.689183	0.0168
R-squared	0.651097	Mean dependent var		0.383808
Adjusted R-squared	0.534795	S.D. dependent var		0.092419
S.E. of regression	0.063035	F-statistic		5.598367
Sum squared resid	0.059601	Prob(F-statistic)		0.004168
Durbin-Watson stat	1.962735			

source: Statistiques financières internationales

Les résultats ci-dessus représentent la régression du modèle restreint après avoir écarté certaines variables, non contributives, du modèle complet (annexe 4)

Le modèle estimé est globalement significatif ($F^* = 5,59 \geq F_{5, 0,05}^{15} = 2,9$) au taux de 5%. Le test de Durbin-Watson indique l'absence d'une autocorrélation entre les erreurs. Les coefficients de détermination R^2 et R^2 ajusté (0,65 et 0,53 respectivement) étant situés à un niveau relativement acceptable montrent la

la significativité des variables explicatives dans l'explication de la variation de la variable dépendante.

En effet, les signes des coefficients vérifient les prévisions théoriques et vont dans le même sens que les conclusions tirées de la régression de l'équation du solde de la balance des paiements courants.

Dans ces résultats, le taux de change effectif réel est à la limite de la significativité au seuil de 5%. Son coefficient de régression est un peu plus élevé ici que dans la régression de l'équation du solde courant, mais il reste dans les deux cas très faible (1,77% dans la première régression contre 2,08% dans la seconde). Ce qui montre le faible effet qu'exerce la politique de change sur le commerce extérieur de la Mauritanie. Une dévaluation, par exemple, de 100% n'améliore les exportations que de 2,08%.

La variable termes de l'échange étant non significative et donc ne contribue pas significativement à l'amélioration de la performance des exportations. La variable croissance des marchés des exportations (CE), ayant un coefficient trop faible et n'est pas significativement différent de zéro, indique comme nous l'avons déjà dit la faible position concurrentielle des exportations de la Mauritanie sur leurs propres marchés. En effet, une croissance des marchés des exportations de la Mauritanie aura de très faibles effets (effets même négligeables) sur les exportations. Cette situation est à la fois relative à la nature et à la structure des exportations de la Mauritanie, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction générale. Les programmes d'ajustement structurel n'ont changé ni la structure ni la nature des exportations mauritaniennes.

L'indice de prix intérieurs influence négativement la performance des exportations. Son coefficient trop faible est à la limite de la significativité. La

faiblesse de la contribution de cette variable (-0,8%) dans l'explication de l'évolution du solde courant confirme le caractère non intégré de l'économie mauritanienne et appuie notre raisonnement précédent sur l'ouverture du pays sur le marché mondial et sa dépendance de l'extérieur.

La variable DUM significative au seuil de 5% confirme l'impact positif des réformes introduites dans le cadre des programmes d'ajustement structurel sur la performance des exportations.

SECTION IV : DIFFICULTES D'EVALUATION ET CHOCS EXOGENES

IV -1. Les difficultés d'évaluation

La Mauritanie souffre d'absence de structures efficaces produisant des données fiables, récentes et recouvrant tous les domaines de l'activité économique et sociale.

En dépit d'une direction des statistiques au sein du ministère du plan et des services douaniers, la publication des données laisse à désirer. En réalité, l'existence d'un secteur non officiel très important fait que les statistiques fournies ne peuvent qu'être très partielles et, par conséquent, peu fiables.

Cependant, les statistiques fournies par les institutions internationales comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et d'autres ne sont pas exemptes de lacunes. En s'appuyant sur les sources nationales, ces publications ne peuvent que reproduire leurs défauts. En outre, ces publications utilisent des méthodes de calcul différentes, ce qui a fait que leurs résultats diffèrent très souvent; d'où l'extrême prudence dans l'usage de ces statistiques.

En plus de ces difficultés d'évaluation nous pouvons évoquer le biais que peut induire la non prise en considération de l'effet de certains phénomènes, marquant de l'histoire économique de la Mauritanie, et peuvent constituer des chocs exogènes à l'économie.

IV -2. Les chocs exogènes

Certains événements totalement exogènes à l'activité économique ont jalonné l'histoire récente de l'économie mauritanienne et d'autres en sont structurels. Ces événements peuvent avoir des effets significatifs sur les indicateurs macro-économiques. Le caractère imprévisible et exogène de ces phénomènes rend leurs impacts difficilement saisissables.

*** Les variables exogènes à caractère international**

- Les deux chocs pétroliers qui ont augmenté le coût de l'énergie dans les importations et contribué à la détérioration des termes de l'échange.
- La crise de l'endettement de 1981: ayant rendu les bailleurs de fonds très vigilants quant à l'octroi des crédits la Mauritanie, comme la plupart des pays à besoins de financement, a manifesté d'énormes difficultés pour financer ses déficits extérieurs.

*** Les variables exogènes à caractère national**

- La sécheresse du début des années 1970 et l'irrégularité de la pluviométrie depuis lors et jusqu'à nos jours ont eu des conséquences fâcheuses sur le milieu rural et ainsi sur l'économie entière.
- La guerre du Sahara occidental, ayant décimé une bonne partie de la population active et entravé l'exploitation minière se trouvant dans la zone des hostilités, ses coûts étaient énormes.

- L'insertion des milliers de rapatriés mauritaniens, provenant du Sénégal dans la vie active en 1989, a porté un coup dur à l'économie mauritanienne.
- La prise de position en faveur de l'Iraq dans la guerre du Golfe a coûté cher à l'économie mauritanienne en termes de financement en provenance des pays de la région.

Tous ces éléments peuvent avoir des effets sur les principaux indicateurs économiques. La non vue de l'impact de ces éléments, ajoutée à la qualité contestée des données, laisse prévoir une influence négative sur les résultats des travaux empiriques basés sur ces données. Ce qui atténue la pertinence et limite la portée des raisonnements et des conclusions que nous pouvons en tirer.

Conclusion

Notre analyse des résultats nous permet de conclure que l'économie mauritanienne est une économie ouverte fortement dépendante de ses exportations dont la nature et la composition affaiblissent leur position concurrentielle sur le marché mondial. L'absence quasi totale d'industrie manufacturière, servant à transformer localement les matières premières, fournit la preuve de la non-intégration du secteur exportateur au sein de l'économie ce qui l'affaiblit et fragilise davantage l'économie dans son ensemble.

Cependant, l'application des réformes d'ajustement structurel a eu des effets bénéfiques sur la performance des exportations et dans une moindre mesure sur le solde de la balance des opérations courantes. Néanmoins, la situation du secteur du commerce extérieur limite largement le degré de ces améliorations. Car l'absence de produits de remplacement aux importations a fait que celles-ci soient trop rigides à la baisse.

En ce qui concerne les exportations, leur performance se trouve nettement améliorée. En revanche, cette amélioration reste aussi bien partielle que superficielle. Les fonds octroyés à la Mauritanie dans le cadre de l'application des programmes d'ajustement structurel ont réussi à augmenter la capacité exportatrice du pays dans le sens d'une augmentation des quantités de matières premières exportées et non pas leur valeur unitaire à travers leur transformation, autrement dit via une évolution vers une intégration intersectorielle seule capable de favoriser l'émergence d'un tissu industriel susceptible de valoriser les exportations du pays en y incorporant plus de valeur ajoutée et par conséquent contrecarrer la détérioration tendancielle des termes d'échange et la faible position concurrentielle sur le marché mondial.

Conclusion générale

L'examen des résultats auxquels nous sommes parvenus, dans ce travail, reflète le caractère positif des réformes entreprises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel sur le solde de la balance des transactions courantes et surtout la performance des exportations. Cependant, une analyse plus approfondie de ces résultats nous amène à nuancer quelque peu cette affirmation. En effet, l'objectif principal des programmes d'ajustement structurel est de mettre l'économie sur une voie de croissance stable et durable. Ce qui nous amène à répondre aux questions suivantes: l'amélioration enregistrée au niveau du commerce extérieur est-elle conjoncturelle ou structurelle? Les réformes d'ajustement structurel ont-elles réussi à transformer la structure de la production en Mauritanie? Les réponses à telles questions sont négative.

Les principes théoriques sur lesquels reposent les programmes d'ajustement structurel misent sur les stratégies de développement tournées vers l'exportation et préconisent en conséquence l'application des réformes visant la promotion des produits exportables. Ces mesures ont entraîné dans le cas de la Mauritanie:

* Une nette domination des deux secteurs les plus importants à savoir la pêche et l'extraction minière. Leur place prépondérante dans l'économie nationale contribue à la fragilité de celle-ci qui reste tributaire des variations des cours du minerai de fer et des produits de la pêche. En effet, la chute de la production de fer de 20% et la baisse de son cours mondial en 1992 ont entraîné la chute des recettes en devise des exportations. Ce qui a maintenu la croissance du PIB à un niveau relativement faible (moins de 2%).

* Une surexploitation des réserves minières et halieutiques du pays. Ce qui va précipiter leur épuisement et engendrer une dégradation de l'environnement sur le long terme.

L'économie mauritanienne demeure très dépendante d'un secteur exportateur dont les faiblesses et les défaillances limitent son expansion et ainsi pénalise l'économie tout entière. Etant représentées presque exclusivement de produits primaires, les exportations mauritaniennes se caractérisent par une faible position concurrentielle sur un marché peu dynamique par rapport aux marchés d'autres produits.

L'ouverture des frontières aux produits étrangers favorise les activités purement commerciales et contrecarre toute velléité ou tentative d'industrialisation, seule en mesure de permettre une intégration du secteur exportateur au sein de l'économie par le développement de petites unités industrielles susceptibles de servir de relais entre les différents secteurs de l'activité économique.

L'absence d'un tissu industriel hérité des périodes de forte protection n'encourage guère l'effort d'industrialisation du moins dans la conjoncture actuelle.

L'ensemble de ces éléments constitue un handicap majeur pour l'économie tout entière et pour le secteur d'exportation en particulier. Or il va sans dire qu'étant donné les dotations factorielles du pays, toute tentative d'un développement qui ne s'appuie pas sur le secteur exportateur (minerais et pêche) est vouée à un échec certain.

La politique entreprise dans le secteur rural et la progression sensible de la production agricole jouent certes un rôle capital dans la réduction des déficits extérieurs en réduisant les importations des biens alimentaires et améliorent les conditions des populations rurales. Cependant, la nature aride du climat et la rareté des terres fertiles limitent la portée et l'horizon du secteur agricole en Mauritanie. La part de ce secteur dans l'économie nationale reste trop insuffisante

par rapport à celle de l'industrie minière ou à celle de la pêche. La contribution agrégée de ces deux derniers secteurs aux exportations au produit intérieur brute (90,14 % des exportations en 1995 à concurrence de 60,22 % pour la pêche et 29,92 % pour le fer; 15 % et 13 % du PIB pour la pêche et le fer respectivement)⁷ fait de ceux-ci le poumon de l'économie nationale. Et ce en dépit de la surexploitation et la situation d'économie de rente qui prévalent dans ces deux secteurs.

Pour pallier cette situation peu prometteuse sur le long terme une réflexion sérieuse sur la question est nécessaire. Deux axes peuvent être investis pour servir de cadre à la réflexion.

Le premier s'intéresse à la valorisation des exportations à travers leur transformation localement. Une action dans ce sens est, certes, coûteuse du point de vue du capital humain et financier mais elle peut avoir des retombées positives sur le long terme:

La transformation des exportations contribue à l'élargissement de leurs marchés et un moyen efficace pour attirer la technologie et lutter contre la détérioration tendancielle des termes de l'échange. Un effort industriel considérable est la condition sine qua none de l'apparition d'une production manufacturière appelée un jour à remplacer progressivement les importations et pourquoi pas les exportations des produits primaires.

Le deuxième axe se veut plus général et s'oriente vers une stratégie de diversification de l'économie nationale notamment par le développement du milieu rural qui constitue un secteur potentiellement important (la Mauritanie est

⁷ Rapport annuel de la banque centrale de Mauritanie de 1995

dotée d'un cheptel parmi les plus gros du monde et un territoire très vaste) à condition qu'on y incorpore davantage de capital et de technologie moderne.

Une expérience récente dans ce sens ouvre des horizons prometteurs et illustre en quelque sorte notre raisonnement. C'est "la laitière de Mauritanie", une entreprise qui stérilise et emballe le lait frais produit localement et le vend sur le marché intérieur. Cette expérience laisse espérer un avenir plus prometteur surtout pour les éleveurs qui étaient découragés par l'endurance de la sécheresse et ne savaient pas comment rentabiliser leur richesse. Les détenteurs de capitaux qui étaient jusqu'à là des purs et simples commerçants, y ont trouvé leur compte en leur ouvrant l'horizon de l'industrialisation. Consommé massivement le lait de la laitière de Mauritanie à commencé déjà à supplanter le lait importé de la Hollande et de l'Allemagne sur le marché mauritanien.

Un développement économique durable ne peut avoir lieu sans le concours de tous les secteurs de l'économie et au premier rang le secteur agricole.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GUILLAUMONT P. Et S. (1994) "Ajustement et développement; l'expérience des pays ACP" Economica 1994.

NORRO Michel (1994) "Economie africaine; analyse économique de l'Afrique sub-saharienne".

De Boeck-wesmael, s.a. 1994.

OKURUT F. N. et OTIM Samuel (1994) "Analysis of the impact of structural adjustment program on current account of the balance of payments in Uganda 1970-1992". Work in progress subsitted to the AERC

P.O. BOX 62882. Nairobi. Kenya, May 1994.

MONTALIEU T. et PLANE P. (1994). "Chocs et ajustement de la balance de paiements; la méthode de Balassa révisée et appliquée au Sénégal. Revue économique du développement 1994.

KRUMM Kathie L (1995). " Dette de l'Afrique au sud du sahara" Banque Mondiale 1995.

DORNBUSCH Rudiger (1993) "Policymaking in the open economy" EDI Series in economic development 1993.

DORNBUSCH Rudiger, LESLIE F. Et HELMERS C.H (1993). "The open economy" EDI Series in economic development (1993).

WILLIAMSON John (1994)"Estimating equilibrium exchange rates" Institutue for international economics. Washington, DC September 1994.

ARON Janine, ELBADAWI Ibrahim et KHAN Brian (1997) "Determinants of the real exchange rate in South Africa. Center for the study of african economies wps/ 97-16

KRUGMAN Paul R. et OBSTFELD Maurice (1995) "Economie internationale" De Boeck & Larcier s.a.1995. Rue des minimes 39-B1000 Bruxelles

SADOULET Elisabeth et DE JANVRY Alain (1995) "Quantitative development policy analysis" The Johns Hopkins University press 1995.

FONTAINE Jean-Marc (1992) (sous la direction) "Réformes du commerce extérieur et politique de développement" I.E.D.E.S. collection tiers monde. presses untiversitaires de France 1992.

AGOSSA Laurent O (1992). "Epargne, investissement et solde courant au Benin 1965-1991". Departement d'économie et de gestion B.P.1287 Université nationale du Benin campus d'Abomey Calavi 1992.

DAIW, A.(1997).- *Politique macroéconomique et compétitivité de l'économie sénégalaise*. Communication présentée aux journées scientifiques sur l'économie sénégalaise. Dakar, 13-14 juin 1997.

Banque Mondiale (1986) "rapport sur le développement dans le monde".
Washington.

Banque Mondiale (1981) "rapport sur le développement dans le monde".
Washington.

AUTRES REFERENCES

- Analyse monétaire de la balance de paiements du Sénégal. Mémoire de DEA soutenu par Papa Babacar Dieng 1997 sous la direction de Monsieur Adama Diaw FA.S.E.G. U.C.A.D.
- L'ajustement structurel en Mauritanie. Mémoire de maîtrise soutenu par Sidi ould Mohamed Lagdhaf 1989 sous la direction de Monsieur Ismaïl ould Khalef faculté des sciences juridiques et économiques à l'université de Nouakchott.
- Les programmes d'ajustement structurel en Mauritanie; bilan et perspective. Mémoire de maîtrise soutenu par Eddaimi Imad 1995 sous la direction du Dr N'dery Niang. faculté des sciences juridiques et économiques à l'université de Nouakchott.
- L'ajustement structurel dans les PVD et en Mauritanie. Mémoire de maîtrise soutenu par Houssein Mejdoub 1995 sous la direction de Monsieur Ismaïl ould Khalef faculté des sciences juridiques et économiques à l'université de Nouakchott.

ANNEXES

Annexe 1: les données des régressions

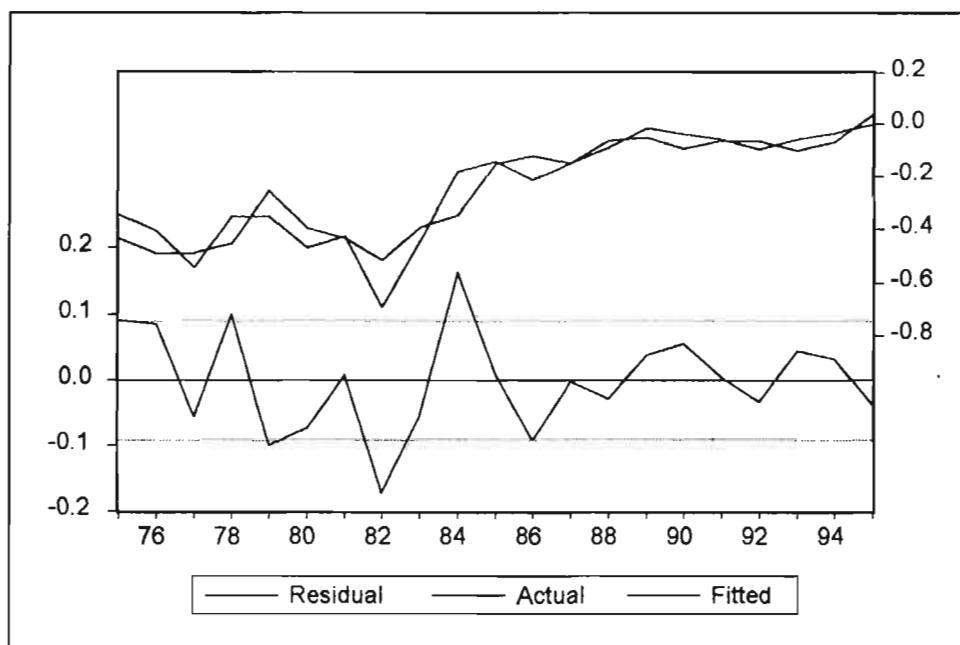
observation	CD	CE	DB	DUM	EX	PD	SC	TOT	TCER	TCR
1975	0.000243	521341.9	-0.022427	0.00	0.365527	32.01	-0.344228	1.429	18.93	0.235
1976	0.000261	566644.3	-0.098307	0.00	0.332383	36.66	-0.406890	1.433	16.66	0.170
1977	0.000379	610567.8	-0.066170	0.00	0.286291	40.36	-0.544257	1.365	19.60	0.036
1978	0.000398	660454.4	-0.029894	0.00	0.228506	43.29	-0.350675	1.123	19.86	-0.003
1979	0.000335	706809.8	-0.029241	0.00	0.218232	47.25	-0.352750	1.122	20.40	0.238
1980	0.000369	745196.1	-0.136989	0.00	0.281032	52.32	-0.469420	1.035	19.58	0.028
1981	0.000379	789755.5	-0.033994	0.00	0.349425	62.31	-0.426165	1.059	16.63	0.138
1982	0.000423	831783.6	-0.096460	0.00	0.310280	70.14	-0.689344	1.115	15.77	0.075
1983	0.000420	887342.4	-0.149996	0.00	0.371556	70.83	-0.444444	1.087	15.94	0.107
1984	0.000428	954033.2	-0.094001	0.00	0.406252	75.81	-0.183090	1.100	16.28	0.070
1985	0.000380	1009858.	-0.176998	1.00	0.542709	86.06	-0.145009	1.130	19.67	0.155
1986	0.000342	1067447.	0.007000	1.00	0.413970	92.77	-0.213543	1.190	19.61	0.177
1987	0.000341	1117193.	-0.018994	1.00	0.456943	100.0	-0.152158	1.000	20.89	0.103
1988	0.000347	1188157.	-0.039998	1.00	0.369946	101.2	-0.090033	0.890	21.01	0.041
1989	0.000395	1257583.	-0.074001	1.00	0.445701	114.4	-0.013966	0.960	21.28	0.131
1990	0.000532	1319645.	-0.050347	1.00	0.588108	121.9	-0.038247	1.050	21.26	0.038
1991	0.000531	1370327.	-0.050292	1.00	0.415148	128.8	-0.058787	1.150	20.61	0.099
1992	0.000514	1427816.	-0.029503	1.00	0.366504	141.8	-0.098369	1.070	26.72	0.038
1993	0.000462	1463223.	-0.077347	1.00	0.424835	155.1	-0.058007	1.089	26.16	0.185
1994	0.000423	1537115.	-0.025691	1.00	0.414315	161.0	-0.034658	1.254	28.16	0.083
1995	0.000239	1629652.	0.011501	1.00	0.472309	170.7	-0.001460	1.220	30.55	0.106

source: Statistiques financières internationales.

Annexe 2 : distribution des résidus de l'équation du solde courant dans le tableau 6

obs	Actual	Fitted	Residual	Residual Plot
1975	-0.34423	-0.43521	0.09098	. *
1976	-0.40689	-0.49240	0.08551	. *
1977	-0.54426	-0.48976	-0.05449	. *
1978	-0.35068	-0.45237	0.10169	. *
1979	-0.35275	-0.25390	-0.09885	. *
1980	-0.46942	-0.39692	-0.07250	. *
1981	-0.42616	-0.43402	0.00786	. *
1982	-0.68934	-0.51750	-0.17185	. *
1983	-0.44444	-0.39225	-0.05219	. *
1984	-0.18309	-0.34693	0.16384	. *
1985	-0.14501	-0.15467	0.00966	. *
1986	-0.21354	-0.12219	-0.09136	. *
1987	-0.15216	-0.15065	-0.00150	. *
1988	-0.09003	-0.06337	-0.02667	. *
1989	-0.01397	-0.05202	0.03806	. *
1990	-0.03825	-0.09459	0.05634	. *
1991	-0.05879	-0.06384	0.00505	. *
1992	-0.09837	-0.06671	-0.03166	. *
1993	-0.05801	-0.10286	0.04485	. *
1994	-0.03466	-0.06769	0.03303	. *
1995	-0.00146	0.03434	-0.03579	. *

sources: Statistiques financières internationales

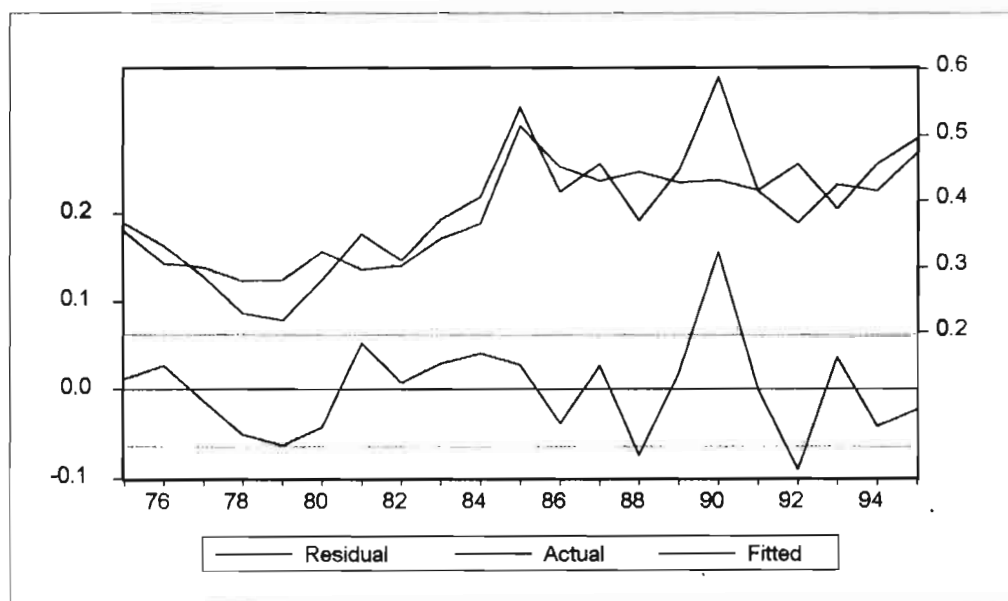


source: Statistiques financières internationales

Annexe 3 : distribution des résidus de l'équation des exportations dans le tableau 7

obs	Actual	Fitted	Residual	Residual Plot
1975	0.36553	0.35366	0.01186	. * .
1976	0.33238	0.30567	0.02671	. * .
1977	0.28629	0.29947	-0.01318	. * .
1978	0.22851	0.27898	-0.05047	* * .
1979	0.21823	0.28090	-0.06267	* * .
1980	0.28103	0.32322	-0.04218	. * .
1981	0.34943	0.29669	0.05274	. * .
1982	0.31028	0.30254	0.00774	. * .
1983	0.37156	0.34274	0.02882	. * .
1984	0.40625	0.36563	0.04063	. * .
1985	0.54271	0.51490	0.02781	. * .
1986	0.41397	0.45185	-0.03788	. * .
1987	0.45694	0.43011	0.02684	. * .
1988	0.36995	0.44373	-0.07378	* * .
1989	0.44570	0.42735	0.01835	. * .
1990	0.58811	0.43119	0.15692	. * .
1991	0.41515	0.41538	-0.00023	. * .
1992	0.36650	0.45637	-0.08986	* * .
1993	0.42483	0.38831	0.03652	. * .
1994	0.41432	0.45575	-0.04144	. * .
1995	0.47231	0.49554	-0.02323	. * .

source: statistiques financières internationales



source: Statistiques financières internationales

Annexe 4 : régression du modèle complet

LS // Dependent Variable is SC				
Sample: 1975 1995				
Included observations: 21				
Variable	Coefficient	Std. Error	T-Statistic	Prob.
C	-1.935895	0.642658	-3.012324	0.0108
TCER	0.017197	0.012476	1.378357	0.1932
TOT	0.212156	0.230313	0.921167	0.3751
TCR	0.619558	0.406505	1.524110	0.1534
CD	74.29259	374.2973	0.198486	0.8460
DB	-0.022026	0.518032	-0.042518	0.9668
CE	2.47E-06	9.58E-07	2.581305	0.0240
PD	-0.017741	0.007269	-2.440728	0.0311
DUM	0.105967	0.098034	1.080922	0.3010
R-squared	0.858679	Mean dependent var	-0.243595	
Adjusted R-squared	0.764465	S.D. dependent var	0.200876	
S.E. of regression	0.097489	Akaike info criterion	-4.358500	
Sum squared resid	0.114050	Schwartz criterion	-3.910848	
Log likelihood	24.96655	F-statistic	9.114133	
Durbin-Watson stat	2.366143	Prob(F-statistic)	0.000455	

source: Statistiques financières internationales